



# Assemblée générale

Soixante-dixième session

**55<sup>e</sup>** séance plénière

Mardi 17 novembre 2015, à 10 heures  
New York

*Documents officiels*

*Président :* M. Lykketoft. . . . . (Danemark)

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

## Attaques terroristes

**Le Président** (*parle en anglais*) : Avant de passer à la question inscrite à notre ordre du jour, je voudrais, au nom de l'Assemblée générale, exprimer mes sincères condoléances et ma plus profonde sympathie aux gouvernements et aux peuples des pays qui ont récemment été victimes d'atroces attaques terroristes. Je pense que nous avons tous été profondément attristés, bouleversés et indignés par les pertes en vies humaines et l'incroyable carnage qui ont eu lieu ces dernières semaines en de nombreux endroits dans le monde, notamment à Ankara et à Bagdad, au-dessus du Sinaï, à Beyrouth et, le week-end dernier, à Paris. Nous pleurons avec ceux qui ont perdu des amis, des êtres chers, et ceux dont la vie a été profondément démolie ou détruite.

Le mépris pour la vie humaine et la dignité humaine manifesté par des groupes tels que Daech, Boko Haram, les Chabab, Al-Qaida et d'autres représente une menace fatale pour les valeurs qui nous rapprochent à l'ONU. En ces moments extrêmement difficiles, où la douleur et la peine peuvent se transformer si rapidement en colère et en intolérance, nous, membres de l'Assemblée générale, devons rester unis par notre détermination collective à promouvoir la paix, la justice, les droits de l'homme et la prospérité pour tous.

Le monde attend de nous une réaction, mais cette réaction doit être réfléchie. Elle doit être globale et durable. Nous devons surtout promouvoir un

règlement politique du conflit en Syrie et, guidés par notre attachement au droit international, lutter contre les causes profondes du terrorisme et de l'extrémisme violent.

À la mémoire des victimes et en signe de solidarité, j'invite toutes les personnes présentes dans la salle à observer une minute de silence.

*Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence.*

## Point 87 de l'ordre du jour

### Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/70/219)

#### Projet de résolution (A/70/L.8)

**Le Président** (*parle en anglais*) : J'invite le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, M. Yukiya Amano, à présenter le rapport de l'Agence pour l'année 2014.

**M. Amano** (Agence internationale de l'énergie atomique) (*parle en anglais*) : En premier lieu, je suis horrifié par les effroyables attentats terroristes commis à Paris vendredi dernier, quelques heures seulement après le terrible attentat commis à Beyrouth. Au nom de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), je tiens à dire que l'Agence est de tout coeur avec les Gouvernements et les peuples français et libanais qu'elle soutient dans cette épreuve.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

15-37041(F)



Document adapté

Merci de recycler



L'AIEA a vécu une nouvelle année chargée depuis la dernière fois que j'ai eu l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée générale (voir A/69/PV.37). Le dossier du nucléaire iranien a beaucoup avancé. Je donnerai plus de détails à cet égard dans un moment, mais je voudrais tout d'abord saluer l'adoption des objectifs de développement durable (résolution 70/1) par les dirigeants mondiaux à l'Assemblée générale en septembre. Il existe des liens évidents entre les nouveaux objectifs et le travail de l'AIEA. Les domaines couverts conjointement comprennent l'énergie, la sécurité alimentaire et la nutrition, la santé humaine, la protection des océans et la gestion des ressources en eau, ainsi que les changements climatiques. Je me félicite plus particulièrement de ce que les nouveaux objectifs reconnaissent explicitement l'importance de la science et de la technologie dans la promotion du développement, fait que j'ai souligné dans des déclarations précédentes à l'Assemblée. L'Agence a tant à offrir dans ce domaine que je donne souvent à nos travaux le titre d' « atomes pour la paix et le développement ». Je me félicite également que les maladies non transmissibles, notamment le cancer, fassent partie des nouveaux objectifs, car elles représentent un domaine d'action important de l'Agence.

Depuis ma dernière déclaration devant l'Assemblée, l'AIEA a continué de contribuer efficacement à répondre aux besoins de développement des États membres grâce au transfert de technologies nucléaires dans le cadre de son programme de coopération technique. Elle a également montré combien elle pouvait réagir promptement face à des crises d'éventuelles au sein des États membres. À la suite du séisme survenu au Népal en avril, l'Agence a aidé les autorités nationales à tester la sécurité structurelle de bâtiments essentiels tels que les hôpitaux et les écoles en s'aidant de technologies non destructrices telles que la radiographie. Après l'apparition de l'Ebola en Afrique de l'Ouest, nous avons fourni du matériel et des trousseaux de diagnostic pour permettre d'identifier rapidement le virus. Nous avons depuis aidé les pays de la région à développer ou renforcer leurs capacités afin qu'ils puissent faire face éventuellement à une réapparition future de l'Ebola ou à l'apparition de nouvelles maladies mortelles.

Le Programme d'action de l'AIEA en faveur de la cancérothérapie aide les États membres à intégrer le traitement par radiation à leurs stratégies de lutte contre le cancer. L'AIEA a investi près de 300 millions d'euros dans des projets de lutte contre le cancer et de radiothérapie dans le monde entier au cours des

dernières décennies. Nos activités contribuent à sauver des vies, mais les besoins des pays en développement, en termes d'accès à des traitements efficaces contre le cancer, demeurent considérables. La présence d'objectifs concernant les maladies non transmissibles, notamment le cancer, au nombre des objectifs de développement durable me pousse à espérer que davantage d'efforts seront déployés pour régler ce problème durant les prochaines décennies.

Les préparatifs de la rénovation longtemps retardée des laboratoires des applications nucléaires de l'AIEA à Seibersdorf, près de Vienne, battent leur plein. Ces laboratoires forment des scientifiques originaires du monde entier, appuient la recherche sur la santé humaine, l'alimentation et dans d'autres domaines, et fournissent des services d'analyse aux laboratoires nationaux. La quasi-totalité des États membres de l'AIEA bénéficient de l'appui de ces laboratoires. Les travaux de modernisation du premier laboratoire, le Laboratoire de la lutte contre les insectes ravageurs, devraient s'achever fin 2017. La rénovation du deuxième laboratoire commencera une fois que des ressources extrabudgétaires suffisantes auront été mobilisées. Ces laboratoires sont le moteur d'une grande partie de l'appui technique que nous fournissons aux États membres. Ils représentent un élément important de la contribution de l'AIEA à la réalisation des objectifs de développement durable. Je remercie les pays qui ont déjà soutenu ou promis de soutenir financièrement le projet de modernisation. J'appelle tous les États Membres qui sont en mesure de le faire à y contribuer généreusement.

Cette année, le Forum scientifique de l'AIEA du mois de septembre avait pour thème « Atomes dans l'industrie ». Les participants se sont penchés sur le rôle essentiel que jouent les technologies nucléaires dans des domaines allant de la production de matériaux à haute performance à la maîtrise des émissions de polluants provoquant des maladies. À la fin de l'année, les représentants de plus de 190 pays se réuniront à Paris à l'occasion de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. De nombreux pays estiment que l'énergie nucléaire peut les aider à faire face à la double difficulté consistant à garantir l'approvisionnement fiable en ressources énergétiques tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre. L'énergie nucléaire a un impact minime sur l'environnement et permet de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre. J'estime qu'il faudrait accorder l'attention requise à l'énergie

nucléaire au cours des négociations sur l'atténuation des changements climatiques au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Il y a actuellement 441 réacteurs électronucléaires en fonctionnement dans 30 pays. Tous ensemble, ils fournissent environ 11 % de l'électricité mondiale. En outre, 65 réacteurs sont en construction, principalement en Asie. L'AIEA aide les pays qui choisissent d'utiliser l'énergie nucléaire à le faire de manière sûre, sécurisée et durable.

En août, j'ai signé un accord de siège et un accord technique avec le Gouvernement kazakh portant création d'une banque d'uranium faiblement enrichi (UFE) sous le contrôle de l'AIEA dans ce pays. Cette banque d'UFE est un mécanisme de dernier recours permettant de garantir aux pays qu'ils pourront obtenir de l'UFE pour produire du combustible destiné aux centrales nucléaires en cas de rupture imprévue de l'approvisionnement impossible à pallier par des moyens commerciaux. Je remercie le Kazakhstan d'accueillir sur son territoire la banque d'UFE de l'AIEA.

Mon rapport sur l'accident de Fukushima Daiichi survenu en 2011 a été publié en septembre, en même temps que cinq volumes techniques. Il me semble que ce rapport de l'AIEA sera le grand document de référence sur l'accident pour les années à venir, et permettra d'améliorer la sûreté nucléaire dans le monde entier. Concernant brièvement la sécurité nucléaire, il me plaît d'annoncer que l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, adopté en 2005, n'est plus très loin d'entrer en vigueur. Toutefois, il manque encore l'adhésion de 13 pays. L'entrée en vigueur de l'Amendement permettra de réduire la possibilité pour des terroristes de faire exploser une « bombe sale », de même que le risque d'un attentat terroriste contre une installation nucléaire. Je demande donc à tous les pays qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer de toute urgence à cet important instrument de sécurité nucléaire.

J'en viens à présent à la vérification nucléaire. Actuellement, 182 États sont liés par des accords de garanties. Toutefois, 12 États parties non dotés d'armes nucléaires doivent encore s'acquitter de l'obligation qui leur incombe au titre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de conclure un accord de garanties généralisées avec l'AIEA. Je demande instamment à ces États de conclure ces accords dans les meilleurs délais. J'ai le plaisir d'annoncer que le nombre d'États appliquant le protocole additionnel ne cesse d'augmenter. Il s'élève

maintenant à 126. C'est très encourageant, étant donné que le protocole additionnel est indispensable pour que l'AIEA puisse fournir des assurances crédibles qu'il n'existe pas de matières et d'activités nucléaires non déclarées dans un pays.

Le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée est quant à lui une source de grave préoccupation. L'Agence n'est toujours pas en mesure de procéder à des vérifications dans ce pays, ce qui fait que nous en savons très peu sur son programme nucléaire. Nous restons néanmoins prêts à retourner en République populaire démocratique de Corée si on nous le demande. J'appelle le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée à s'acquitter pleinement de ses obligations, à coopérer sans délai avec l'AIEA et à régler tous les problèmes en suspens, y compris ceux apparus pendant que les inspecteurs de l'Agence étaient absents du pays.

Comme l'Assemblée s'en souviendra, j'avais signalé en mai 2011 qu'il était fort probable que le bâtiment détruit sur le site de Deir el-Zor, en Syrie, fût un réacteur nucléaire qui aurait dû être déclaré à l'AIEA. L'Agence n'a reçu aucune nouvelle information de nature à contredire cette hypothèse. Je prie de nouveau la Syrie de coopérer pleinement avec l'Agence concernant les questions en souffrance relatives au site de Deir el-Zor et à d'autres.

D'importantes avancées ont été enregistrées concernant la mise en œuvre des garanties de l'AIEA en République islamique d'Iran. Au mois de juillet, l'Iran et les cinq plus un ont convenu d'un Plan d'action global commun. Le Conseil de sécurité a demandé à l'AIEA de procéder à la vérification et à la surveillance des engagements nucléaires pris par l'Iran au titre du Plan d'action global commun, et le Conseil des gouverneurs nous a autorisés à le faire. L'Iran va mettre en œuvre le protocole additionnel à l'accord de garanties qu'il a conclu avec l'AIEA. Il s'agit d'un puissant instrument de vérification qui donnera à l'AIEA un plus grand accès aux informations et aux sites en Iran. L'Iran a en outre accepté de mettre en œuvre un certain nombre de mesures de transparence supplémentaires dépassant le cadre du protocole additionnel et qui permettront à l'Agence de mieux comprendre ses activités nucléaires. Toujours en juillet, j'ai signé une feuille de route avec l'Iran en vue de clarifier les choses concernant les éventuelles dimensions militaires du programme nucléaire du pays d'ici à la fin de l'année. Les activités prévues dans la feuille de route ont été achevées avant la date

butoir du 15 octobre. Nous sommes en train de mettre la dernière main à l'analyse de toutes les informations dont nous disposons. Je présenterai au Conseil des gouverneurs de l'AIEA mon évaluation finale de toutes les questions en suspens passées et présentes avant le 15 décembre. Mon rapport sera factuel, objectif et impartial. Nos États membres décideront de la réponse appropriée à y apporter.

Il reste beaucoup à faire, mais je pense que les progrès importants réalisés sur la question du nucléaire iranien représentent un véritable succès pour la diplomatie. Cela montre que même des problèmes complexes et épineux peuvent être réglés efficacement quand toutes les parties sont attachées au dialogue – non pas un dialogue pour le dialogue, mais un dialogue pour parvenir à des résultats. Dans le cas de l'Iran, les efforts inlassables déployés par l'AIEA, les cinq plus un, le Conseil de sécurité et, bien sûr, l'Iran lui-même nous ont permis d'arriver là où nous en sommes aujourd'hui. L'AIEA a pu apporter une contribution essentielle tout en s'en tenant à son mandat technique et sans se perdre dans des considérations politiques. Les accords conclus au mois de juillet représentent une avancée très nette pour l'AIEA du point de vue de la vérification. L'Agence continuera à appliquer les accords de garanties en Iran en vue de pouvoir, le moment venu, parvenir à la conclusion globale que toutes les matières nucléaires sont destinées à une utilisation à des fins pacifiques.

La plupart des 166 pays membres de l'AIEA sont confrontés à des difficultés financières qui risquent de perdurer au cours des prochaines années. Cela signifie que notre budget continuera à être soumis à des contraintes. L'Agence s'emploiera à maintenir l'équilibre entre les restrictions budgétaires et la demande croissante de nos services, qui sont sollicités par des membres toujours plus nombreux. Nous continuerons à hiérarchiser les priorités et à améliorer notre efficacité, tout en prenant soin de ne pas nuire à la qualité de nos services aux États membres.

Nous avons intensifié nos efforts pour augmenter le nombre de fonctionnaires recrutés dans des pays en développement ou des États membres qui sont sous-représentés ou non représentés, surtout aux postes de haut niveau. Des progrès satisfaisants ont été accomplis s'agissant d'accroître la représentation des femmes au sein du secrétariat de l'AIEA, mais il reste beaucoup à faire. Je demeure déterminé à accroître les possibilités offertes aux femmes, qui apportent une contribution considérable aux travaux de l'Agence, et j'encourage les

États membres à concourir activement à la réalisation de notre objectif suprême qui est de parvenir à la parité des sexes.

En dépit de nos ressources limitées, l'AIEA est une organisation qui continue d'obtenir des résultats concrets. Nous continuerons à nous acquitter de notre vaste mandat de manière équilibrée, en œuvrant à l'amélioration du bien-être et de la sécurité des peuples du monde grâce à l'utilisation pacifique des sciences et technologies nucléaires.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie le Directeur général de sa présentation du rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Je donne maintenant la parole au représentant du Brésil, qui va présenter le projet de résolution A/70/L.8.

**M. De Aguiar Patriota** (Brésil) (*parle en anglais*) : Au nom du Gouvernement brésilien, je voudrais présenter mes condoléances aux peuples et aux gouvernements des pays qui ont été frappés par les récents attentats terroristes. Monsieur le Président, nous souscrivons pleinement à la déclaration que vous avez faite au début de nos travaux aujourd'hui, qui reflète pleinement les sentiments de l'Assemblée générale.

Je tiens à remercier M. Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), d'avoir présenté le rapport de l'Agence pour 2014 (voir A/70/219) et d'avoir fait le point de ses activités en 2015.

Le Brésil attache une grande importance aux applications pacifiques de l'énergie nucléaire, de la santé humaine à la médecine et à la production de radio-isotopes en passant par le cycle du combustible nucléaire, la production d'électricité, l'industrie, l'agriculture et la protection de l'environnement. La technologie nucléaire peut jouer un rôle important dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1).

Nous appuyons pleinement l'application par l'AIEA des accords de garanties ainsi que ses efforts pour améliorer l'efficacité dans ce domaine. Ce faisant, nous devons continuer à veiller à ce que les États respectent leurs obligations et à ce que l'Agence prenne en compte les différents champs d'application et les garanties correspondantes découlant des catégories distinctes d'accords conclus par les États membres. Les synergies entre les résolutions de l'Assemblée générale, les trois piliers interdépendants du Traité sur la non-prolifération



des armes nucléaires et les fonctions statutaires de l'AIEA, notamment celle d'agir « conformément à la politique suivie par les Nations Unies en vue de réaliser un désarmement universel garanti », sont de plus en plus manifestes. L'AIEA a mené d'importantes activités de vérification par le passé, que ce soit dans le contexte de situations concernant des pays ou à la suite de demandes des États intéressés parties à des accords de désarmement. Il convient d'appuyer ce rôle, qui a été mis en évidence dans les résolutions successives de la Conférence générale de l'AIEA, et le secrétariat de l'AIEA doit être prêt à effectuer de telles tâches à l'avenir.

Le Brésil salue le rôle central que joue l'AIEA dans le renforcement du cadre de sécurité nucléaire à l'échelle mondiale, dans un esprit d'ouverture, de transparence et de multilatéralisme. Nous attendons avec intérêt la tenue l'année prochaine de la conférence de l'AIEA sur la sécurité nucléaire, qui sera une excellente occasion de procéder à un examen de haut niveau de cette question. Nous sommes fermement convaincus que les efforts en faveur de la sécurité nucléaire doivent être menés en parallèle avec les efforts d'ensemble déployés par la communauté internationale pour promouvoir le désarmement nucléaire, la non-prolifération et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Le Brésil a l'honneur de présider le Conseil des gouverneurs de l'AIEA, par l'entremise de notre représentant permanent auprès de l'Agence, l'Ambassadeur Laércio Vinhas. J'ai donc le plaisir de présenter au titre du point 87 de l'ordre du jour, le projet de résolution intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique », publié sous la cote A/70/L.8. Ce projet de résolution, qui est examiné chaque année par l'Assemblée générale, est présenté conformément à une obligation découlant du Statut de l'AIEA et de l'accord régissant les relations entre l'AIEA et l'Organisation des Nations Unies. Elle offre aux États membres une occasion d'être informés des activités de l'Agence et d'exprimer leur appui à ses travaux.

Le projet de résolution dont l'Assemblée générale est saisie a fait l'objet de débats en octobre et au début novembre à Vienne, et de consultations ici à New York la semaine dernière. Ce texte fait fond sur la résolution 69/7 de novembre 2014, et ne contient que des mises à jour d'ordre technique. Dans ce projet de résolution, l'Assemblée générale prend note du rapport annuel de l'AIEA et des résolutions adoptées par la Conférence générale à sa cinquante-neuvième session,

tenue du 14 au 18 septembre 2015. L'Assemblée y réaffirme son appui énergique à l'Agence pour le rôle qu'elle joue en matière d'application des utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Elle demande en outre aux États Membres de continuer à soutenir les activités de l'Agence. Tout comme l'année dernière, l'adoption de ce projet de résolution enverra un signal politique important d'appui au travail que réalise l'Agence dans ses différents domaines de compétence, tels que la coopération, la sécurité et la vérification.

**M. Churkin** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Russie a examiné avec beaucoup d'attention le rapport annuel de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) qui porte sur l'année 2014 (voir A/70/219), établi par le Directeur général de l'AIEA, ainsi que les informations complémentaires y relatives. Nous signalons que l'annexe à ce rapport contient une assertion inexacte selon laquelle pendant la période couverte par le rapport, à savoir l'année 2014, Sébastopol faisait prétendument partie de l'Ukraine. Cette affirmation mensongère ignore délibérément le fait que suite au coup d'État illégal perpétré à Kiev en février 2014, la population de la Crimée, y compris la ville de Sébastopol, a voté par référendum en faveur de la sécession avec l'Ukraine et de la réunification avec la Fédération de Russie. Cette volonté du peuple a été concrétisée. Par la suite, nous avons officiellement informé le secrétariat de l'AIEA que les installations concernées qui se trouvent en Crimée relevaient de la juridiction russe, et nous avons demandé à l'Agence d'appliquer à celles-ci des garanties conformément à notre accord de garanties.

Pour ces motifs, la Fédération de Russie ne peut pas accepter les assertions figurant dans le rapport annuel, ses annexes ou d'autres documents de l'Agence qui contredisent cette réalité objective, et les rejette toutes. Pour nous, ces affirmations sont juridiquement et politiquement nulles et non avenues. Nous constatons que dans l'annexe au rapport annuel pour 2014, il y a une note selon laquelle les désignations employées n'impliquent nullement l'expression par le Secrétariat d'une opinion quelconque quant au statut juridique d'un pays ou territoire ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. Nous en prenons acte, mais cela ne nous empêche pas d'avoir des réserves. La délégation russe a déjà émis de telles réserves en juin, pendant la réunion du Conseil des gouverneurs de l'AIEA qui s'est tenue à Vienne. À notre demande, le texte de ladite réserve a été distribué par le Secrétariat de l'AIEA en tant que document de l'Agence, sous la cote INFCIRC/876. Cette

réserve s'inscrivait dans le cadre d'un compromis en vue de l'approbation du rapport du présenté par le Conseil des gouverneurs à la Conférence générale de l'AIEA, et était une condition déterminante de l'approbation par la Russie de cette décision.

Pendant les travaux d'élaboration du projet de résolution intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique » (A/70/L.8) à Vienne, notre pays a fait preuve de souplesse pour que celui-ci puisse être adopté par consensus. Nous voulions seulement que le texte de la résolution fasse référence à la réserve que nous avons formulée à l'égard du rapport annuel de l'AIEA. Nous ne nous opposons pas à ce qu'il soit également fait référence à d'autres opinions.

Malheureusement, un certain nombre d'États et le Secrétariat de l'AIEA ont choisi de faire fi de cette réalité objective. Ils nient non seulement le fait que la Crimée fait partie intégrante de la Russie, mais même le fait que notre pays a formulé une réserve concernant le rapport annuel de l'AIEA. Ils préfèrent visiblement se bercer d'illusions. Face à cette situation, nous ne pouvons pas appuyer le projet de résolution dont est saisie l'Assemblée générale. Nous regrettons que cette résolution ne puisse donc être adoptée par consensus, alors que cela a été le cas pendant si longtemps; mais nous ne pouvons pas encourager des illusions qui vont à l'encontre de la réalité.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

**M. Vrailas** (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. La Turquie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et l'Albanie, pays candidats; le Liechtenstein, pays membre de l'Association européenne de libre-échange et membre de l'Espace économique européen; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova et la Géorgie s'associent à cette déclaration.

Nous avons le plaisir d'appuyer le projet de résolution A/70/L.8 sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (voir A/70/219), qui réaffirme une nouvelle fois le rôle incontournable que joue l'Agence en veillant à la non-prolifération des armes nucléaires, en facilitant la mise au point et l'application pratique des utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques et en favorisant

le transfert de technologies ainsi que la sûreté, la vérification et la sécurité nucléaires.

L'Union européenne est pleinement engagée à promouvoir l'adhésion universelle aux accords de non-prolifération et de désarmement nucléaires. Nous considérons que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération nucléaire, base des efforts visant au désarmement nucléaire, conformément à l'article VI du TNP, et élément essentiel du développement des applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Nous appelons les États qui ne l'ont pas encore fait à adhérer au Traité en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires. Même si l'Union européenne regrette qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un consensus sur un document final de la Conférence d'examen du TNP de cette année, elle reste attachée à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive, conformément à la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient. Nous notons également avec satisfaction le large appui exprimé aux travaux de l'Agence.

La Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP en 2010 a réaffirmé le rôle que joue l'AIEA en vérifiant et en assurant le respect par les États de leurs obligations en matière de garanties et a souligné qu'il importait que les États parties agissent résolument et efficacement face à des cas de non-respect de ces obligations. L'Union européenne est vivement préoccupée de ce que le régime de non-prolifération soit gravement et durablement remis en cause en République populaire démocratique de Corée et en République arabe syrienne.

L'Union européenne se félicite de l'accord historique conclu le 14 juillet entre les gouvernements E3+3 et l'Iran sur un Plan d'action global commun, qui est pleinement conforme aux principes du TNP et qui a été entériné par la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité. La mise en œuvre intégrale et continue du Plan d'action exige l'application et la ratification ultérieure par l'Iran du protocole additionnel à son accord de garanties. Le protocole additionnel est une condition essentielle pour que l'Agence soit en mesure de donner des assurances crédibles quant à l'absence de matières et d'activités nucléaires non déclarées en Iran et de fournir à la communauté internationale les garanties nécessaires quant au caractère exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien. L'application

provisoire et la ratification ultérieure par l'Iran du protocole additionnel, dans les meilleurs délais, permettraient de démontrer l'engagement de l'Iran en faveur de la normalisation de la question nucléaire.

L'Union européenne aimerait souligner une fois encore que le Conseil de sécurité, en sa qualité d'arbitre en dernier ressort en matière de paix et de sécurité internationales, a pour mandat de prendre les mesures qui s'imposent en cas de non-respect d'obligations découlant du TNP, y compris les accords de garanties. Le système de garanties de l'Agence est une composante fondamentale du régime de non-prolifération nucléaire, qui joue un rôle irremplaçable dans la mise en œuvre du TNP. Les mesures énoncées dans le Modèle de protocole additionnel font partie intégrante du système de garanties de l'AIEA et, de l'avis de l'Union européenne, les accords de garanties généralisées constituent avec les protocoles additionnels la norme de vérification actuelle de l'AIEA. L'Union européenne appelle à leur universalisation dans les plus brefs délais.

Nous avons fermement appuyé l'évolution continue des garanties, en vue de parvenir à une mise en œuvre efficiente et efficace des garanties de l'AIEA dans le monde entier. Nous remercions les États membres de l'AIEA du large appui qu'ils ont apporté dernièrement, lors de la Conférence générale de l'AIEA, à la résolution parrainée par l'Union européenne portant sur le renforcement de l'efficacité et l'amélioration de l'efficience des garanties de l'Agence.

L'Union européenne attache beaucoup d'importance à l'application des normes les plus élevées en matière de sûreté nucléaire au sein de l'Union européenne, et à leur amélioration constante, ainsi qu'à la promotion de leur utilisation dans le monde entier. L'an dernier, le Conseil de l'Union européenne a adopté une directive révisée destinée à renforcer le cadre de sûreté des installations nucléaires. Cette directive a pour objectif d'empêcher des accidents et d'atténuer les conséquences d'accidents éventuels, afin d'éviter les rejets précoces et importants de matières radioactives. La Déclaration de Vienne sur la sûreté nucléaire, adoptée cette année par les Parties contractantes à la Convention sur la sûreté nucléaire, établit des principes similaires. Nous allons suivre de près la mise en œuvre des décisions prises au titre de la Déclaration de Vienne, notamment dans le cadre des préparatifs pour les futures réunions d'examen de la Convention sur la sûreté nucléaire et de notre participation à celles-ci.

Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, l'Union européenne appuie activement les résolutions 1540 (2004) et 1887 (2009) du Conseil de sécurité, ainsi que les autres initiatives internationales telles que l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire, le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes et les Sommets sur la sécurité nucléaire, qui contribuent au renforcement de la sécurité nucléaire. Sur les 260 millions d'euros consacrés à la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires à travers le monde, plus de 100 millions ont été affectés à l'Initiative des Centres d'excellence de l'Union européenne sur l'atténuation des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

L'Union européenne appuie énergiquement les activités de l'AIEA dans le domaine de la sécurité nucléaire et elle fait partie, avec ses États membres, des principaux donateurs du Fonds pour la sécurité nucléaire. À ce jour, l'Union européenne a versé environ 40 millions d'euros au Fonds pour la sécurité nucléaire, tandis que ses États membres ont contribué 45 millions d'euros supplémentaires, au bénéfice d'une centaine de pays. Nous avons l'intention de continuer à appuyer les travaux de l'AIEA. L'Union européenne attend avec intérêt la tenue de la prochaine conférence internationale de haut niveau de l'AIEA sur la sécurité nucléaire, en décembre 2016 et appelle tous les États membres de l'AIEA à y participer à un haut niveau.

Une protection physique efficace est de la plus haute importance pour empêcher que des matières nucléaires ne tombent entre les mains de terroristes ou de proliférateurs, et pour protéger les installations nucléaires contre des actes de malveillance. Nous exhortons tous les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires (CPPMN) et à son amendement adopté en 2005. Tous les États membres de l'Union européenne ont déjà ratifié l'amendement de 2005 à la CPPMN. L'Union européenne appelle en outre les États qui ne l'ont pas encore fait à prendre l'engagement politique de mettre efficacement en œuvre les recommandations énoncées dans le Code de conduite de l'AIEA sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives et dans ses orientations pour l'importation et l'exportation de ces matières.

Enfin, l'Union européenne attache la plus grande importance au programme de coopération technique de l'Agence et au rôle qu'elle joue dans le développement responsable des applications pacifiques des technologies nucléaires, notamment dans les domaines de la santé humaine, de l'alimentation et de l'agriculture, des ressources en eau, de l'environnement, de la préservation du patrimoine culturel, de la sûreté nucléaire et radiologique et de l'énergie nucléaire.

Les laboratoires des sciences et applications nucléaires de l'AIEA, situés à Seibersdorf, apportent une contribution essentielle à cet égard, et nous nous félicitons de l'initiative prise par le Directeur général pour les moderniser. L'Union européenne est également consciente de la précieuse contribution que la technologie nucléaire peut apporter à la réalisation des objectifs de développement durable. Elle appuie l'AIEA et ses États membres dans le domaine des utilisations pacifiques de la technologie nucléaire, y compris en leur fournissant une expertise technique, à raison de quelque 150 millions d'euros par an. L'Union européenne a alloué 225 millions d'euros pour la période 2014 – 2020 à la promotion de la sûreté nucléaire, de la radioprotection et de la mise en œuvre de garanties efficaces et utiles concernant les matières nucléaires dans des pays tiers.

**M<sup>me</sup> AlGharabally** (Koweït) (*parle en arabe*) : L'Assemblée générale examine aujourd'hui une question importante de son ordre du jour, qui a un lien étroit avec les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, notamment le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que l'interdiction des matières nucléaires nocives à des fins non pacifiques.

Nous avons lu attentivement le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour l'année civile 2014 (A/70/219) et l'approuvons dans la lettre et l'esprit, en particulier pour ce qui est des activités réalisées durant la période 2014-2015. Nous rendons hommage au Directeur général de l'AIEA, M. Amano, ainsi qu'à son bureau et aux différents départements de l'Agence pour tous les efforts qu'ils ont déployés en vue de renforcer et promouvoir le rôle de l'Agence. Ces efforts ont porté principalement sur l'action menée pour mettre l'énergie nucléaire au service de la paix, de la santé et de la prospérité partout dans le monde.

À cet égard, le Koweït félicite le Turkménistan, la Barbade et Antigua-et-Barbuda, ainsi que les autres pays qui sont devenus membres de l'Agence, et leur souhaite succès et prospérité. Les besoins liés au développement

socioéconomique du monde nécessiteront de plus en plus de ressources énergétiques à l'avenir. Dans la mesure où l'énergie nucléaire est une source complémentaire, et non un substitut à d'autres sources d'énergie, le choix de l'utiliser relève des autorités politiques des États. Le Koweït appuie pleinement les différents départements de l'Agence et coopère avec eux pour promouvoir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et renforcer les capacités nationales et institutionnelles à cet égard.

Nous sommes soucieux d'améliorer la consultation et la coopération entre nos institutions nationales et l'Agence. C'est pourquoi mon pays a versé une contribution de 3 millions de dollars pour renforcer les activités de l'Agence – 500 000 dollars pour le laboratoire de Monaco, 1 million de dollars pour les laboratoires de Seibersdorf et 1,5 million de dollars pour l'Initiative sur les utilisations pacifiques.

Dans le cadre des initiatives et programmes scientifiques destinés à aider les pays en développement, S. A. le cheik Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Prince héritier du Koweït, a annoncé un prix annuel d'un million de dollars pour récompenser les meilleurs projets de recherche et initiatives en faveur du développement des pays africains dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'éducation.

Le programme de coopération technique de l'Agence joue un rôle essentiel dans le renforcement des capacités nationales des pays en développement. Le Koweït a toujours appuyé les activités de coopération. Nous saluons, à cet égard, les efforts déployés par le Département de la coopération technique dans la région Asie-Pacifique. Les séminaires et les stages de formation régionaux qu'il organise contribuent sensiblement au renforcement des capacités dans ces pays. Nous espérons qu'il y aura d'autres initiatives de coopération étroite dans ce domaine et nous remercions l'Agence de son action et de ses visites au Koweït.

Nous estimons que l'adhésion de tous les États dotés d'installations nucléaires au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est d'une importance cruciale. Je tiens à féliciter l'Iran et le groupe des cinq plus un de l'accord historique conclu à Vienne et de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité, qui vont permettre de réduire les tensions et de renforcer la stabilité dans notre région, libérant ainsi tout le potentiel des pays qui la composent afin qu'ils puissent réaliser des progrès et instaurer la prospérité dans cette partie du monde.



Nous suivons donc attentivement la mise en œuvre de l'accord sur la sécurité des installations nucléaires et encourageons l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous invitons l'Iran à coopérer plus étroitement avec l'Agence, dans une transparence complète. Nous espérons également que l'accord historique entre le groupe des cinq plus un et l'Iran encouragera l'Iran à adhérer à d'autres traités nucléaires, ce qui lui permettra de tirer parti des connaissances de l'Agence en vue d'améliorer la sécurité de ses installations nucléaires et celle de la région.

Le Koweït attache une importance particulière à l'élargissement du système de garanties de l'Agence dans la région du Moyen-Orient afin de couvrir toutes les activités nucléaires, étant donné que l'AIEA est l'organisme spécialisé chargé de surveiller et d'entreprendre ce travail.

Néanmoins, en dépit du fait que la plupart des pays de la région ont conclu des accords de garanties, nous notons avec un profond regret qu'Israël n'a toujours pas adhéré au Traité ni soumis ses installations nucléaires aux garanties de l'AIEA, mettant ainsi en péril la sécurité et la stabilité de la région. Cela représente un obstacle majeur à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires. C'est de toute évidence une attitude négative pour la stabilité de la région et du reste du monde. Nous avons tous été témoins des efforts qu'Israël a déployés sans relâche pour faire obstacle à la tenue d'une conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

Après 10 ans d'études et de consultations techniques, l'Agence a créé la première banque d'uranium faiblement enrichi, suite à la signature d'un accord avec le Kazakhstan qui hébergera cette banque de combustible nucléaire. Nous félicitons la Russie d'avoir signé avec l'Agence un accord de transit pour le transport de l'uranium faiblement enrichi, ce qui permettra à plusieurs pays de se procurer du combustible nucléaire pour leurs activités pacifiques. Cet événement majeur, qui a eu lieu le 27 août, est le fruit de la contribution généreuse de plusieurs pays donateurs en réponse à l'appel lancé par l'ancien Directeur général de l'AIEA, M. ElBaradei, qui a joué un rôle de premier plan dans la mise en place de cette banque.

L'objectif central de la banque est de permettre aux États d'avoir accès à l'uranium faiblement enrichi pour leurs laboratoires et activités nucléaires à des fins pacifiques, et ce, en vue de créer à terme un monde

meilleur et plus sûr. Dans cet esprit, l'État du Koweït a versé une contribution volontaire de 10 millions de dollars pour ce projet.

Enfin, l'État du Koweït affirme qu'il continuera d'appuyer le rôle moteur joué par l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui apporte une contribution efficace au développement durable dans de nombreux pays afin de faire face aux crises économiques, financières et alimentaires, ainsi qu'au phénomène des changements climatiques, et aide les États membres à utiliser de manière optimale l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, ce qui permettra d'assurer la paix, la sécurité, la sûreté le bien-être et la prospérité de nos peuples et du monde entier.

**M. Luque Márquez (Équateur) :** Avant tout, je voudrais exprimer notre condamnation des attaques terroristes de vendredi dernier à Paris et nos condoléances et notre solidarité avec le peuple et le Gouvernement français. Comme l'a dit le Président équatorien, Rafael Correa, notre cœur est avec la France et avec les familles des victimes de la brutalité terroriste.

*(l'orateur poursuit en espagnol)*

Nous remercions M. Yukiya Amano, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'avoir présenté son rapport annuel (voir A/70/219).

L'Équateur estime que les applications pacifiques de l'énergie nucléaire revêtent une importance particulière en raison de leur contribution au développement de secteurs particulièrement utiles tels que les soins de santé, l'agriculture ou l'industrie. C'est pourquoi nous sommes d'avis que l'AIEA doit renforcer les activités liées à la science, à la technologie et aux applications nucléaires, ainsi que le Programme de coopération technique. L'Équateur tient à souligner le rôle essentiel que joue ce programme dans la réalisation d'un des objectifs centraux du Statut de l'AIEA : la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire. C'est pourquoi nous saluons les efforts déployés afin de disposer d'un programme plus efficace qui tienne compte des priorités et des besoins des États membres de l'AIEA.

Nous tenons donc à insister tout particulièrement sur le fait que, durant l'année écoulée, le programme de coopération technique avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes a de nouveau enregistré le taux d'exécution le plus élevé de toutes les régions. Cela démontre l'importance de ces activités pour notre

région et l'intérêt que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes accordent à la mise en œuvre d'activités conjointes avec l'AIEA. C'est dans ce contexte précis que l'Accord régional de coopération pour la promotion des sciences et techniques nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes joue un rôle essentiel, car nous sommes convaincus que le Profil stratégique régional, qui définit les domaines de coopération avec l'AIEA pour 2016-2017 et les organise selon les priorités, contribuera à augmenter le nombre de projets mis au point, ce qui aura des effets considérables sur la vie de nos concitoyens.

L'Équateur a avancé dans l'élaboration d'un nouveau projet de loi sur l'énergie atomique qui fera concorder notre législation nationale avec les principaux domaines d'activité de l'AIEA et les nouvelles normes fondamentales de sécurité adoptées au niveau international. Le processus d'élaboration de ce projet de loi bénéficiera prochainement de l'assistance d'une mission de l'AIEA avant d'être soumis à l'examen de l'Assemblée nationale. Nous disposerons également à l'avenir d'une loi sur la gestion et le transport de matières nucléaires et d'autres matières radioactives, ainsi que d'un plan national d'intervention d'urgence en cas d'accident radiologique. De plus, le Sous-Secrétariat aux applications et au contrôle nucléaires du Ministère de l'électricité et de l'énergie renouvelable met au point un processus de révision des normes techniques qui comprendra des services d'appui à l'organisme de contrôle. À cet égard, l'Équateur accorde la priorité au renforcement de cet organisme de contrôle en encourageant la construction de nouveaux laboratoires spécialisés dans les applications nucléaires. Cela marquera une avancée importante pour mon pays et nous comptons par avance sur la coopération de l'AIEA pour la fourniture de la formation et des technologies adéquates.

La Constitution équatorienne condamne la mise au point et l'emploi d'armes de destruction massive. Fidèle à ce principe, mon pays réaffirme qu'il est fier de faire partie de la première zone densément peuplée exempte d'armes nucléaires, créée par le Traité de Tlatelolco, et d'une zone de paix, proclamée par les chefs d'État des pays membres de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) aux sommets de la CELAC qui ont eu lieu à La Havane (Cuba) et à Belén (Costa Rica). De plus, nous maintenons notre position ferme en faveur de la mise en place complète des trois piliers du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), loin de toute discrimination

et de toute politique des deux poids, deux mesures, et réaffirmons notre vive préoccupation quant à l'absence de progrès en matière de désarmement nucléaire alors que les objectifs du TNP et le principe inaliénable de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ont été établis.

Nous déplorons vivement le fait qu'en raison de l'obstruction faite par trois États, il n'a pas été possible d'adopter le document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015. Je dois dans le même temps exprimer le mécontentement de l'Équateur face à la faiblesse du contenu du chapitre de ce projet de document final consacré au désarmement nucléaire. Je le répète, les dispositions relatives au désarmement nucléaire figurant dans ce projet de document, distribué à la dernière minute à la Conférence, ne saurait servir de précédent ou de base pour avancer vers le désarmement nucléaire.

L'Équateur, comme les autres États membres de la CELAC, exprime de nouveau sa vive préoccupation quant à l'ampleur considérable des conséquences humanitaires et aux répercussions planétaires de toute explosion nucléaire accidentelle ou délibérée. C'est pourquoi nous pensons que ce sujet doit être abordé à chaque fois que la question nucléaire est examinée. À cet égard, nous avons participé activement aux conférences organisées à Oslo, à Nayarit et à Vienne, et nous appelons une nouvelle fois les États à lancer un processus diplomatique en vue de l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant afin d'interdire et d'éliminer les armes nucléaires. L'Équateur encourage l'AIEA à exercer les fonctions qui lui ont été confiées en vertu de son statut et à agir « conformément à la politique suivie par les Nations Unies en vue de réaliser un désarmement universel garanti », en préservant toujours le caractère éminemment technique, et non politique, de l'Agence.

Fervent défenseur du droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, l'Équateur a toujours admis que tout État qui le souhaite doit pouvoir mettre au point de telles activités dans le cadre du TNP. L'Équateur a donc accueilli avec une grande satisfaction l'annonce de la conclusion d'un accord entre les cinq plus un et la République islamique d'Iran, ainsi que l'établissement d'un plan d'action global commun relatif au programme nucléaire iranien. Cet accord marque une étape historique, non seulement parce qu'un différend de longue date a été réglé dans le cadre de

négociations, mais également, et surtout, parce que le dialogue l'a emporté sur l'unilatéralisme, qui a tant nui aux relations internationales contemporaines. At ainsi, l'efficacité de la diplomatie dans la recherche d'une paix durable a été réaffirmée.

Enfin, je tiens à réaffirmer l'attachement de l'Équateur à l'AIEA pour veiller à ce que l'énergie nucléaire soit toujours plus sûre, efficace et avantageuse pour toute l'humanité.

**M. Hashmi** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Nous remercions le Directeur général, M. Amano, d'avoir présenté le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour 2014 (voir A/70/219). Nous saluons son leadership et sa contribution.

Depuis plus de 50 ans, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'emploie avec succès à catalyser les efforts visant à renforcer la contribution de l'énergie atomique à la paix, à la santé et à la prospérité dans le monde entier. Elle aide les États membres à promouvoir leurs priorités en matière de développement tout en veillant à ce que la science et la technologie nucléaires soient utilisées de manière sûre et durable. C'est pourquoi elle mérite la vive appréciation de tous.

Nous prenons note avec intérêt des projections établies par l'Agence à l'horizon 2030, qui continuent d'indiquer une croissance de la puissance nucléaire installée dans le monde. Nous partageons son évaluation selon laquelle l'énergie nucléaire restera une source alternative privilégiée, viable, sûre et durable à l'avenir, en particulier dans les pays dont les besoins énergétiques augmentent rapidement. Cette évaluation a été réitérée dans la publication de l'Agence intitulée *Changements climatiques et énergie nucléaire en 2014* (*Climate Change and Nuclear Power 2014*), qui souligne qu'outre l'hydroélectricité et l'énergie éolienne, l'énergie atomique est celle qui émet le moins de gaz à effet de serre par kilowatt-heure d'électricité produit. Ce document note également que l'énergie nucléaire joue un rôle important en matière de garantie de la sécurité de l'offre énergétique et présente d'autres avantages environnementaux et macroéconomiques.

Le Pakistan appuie fermement l'utilisation de la technologie nucléaire afin de promouvoir la paix, le progrès et la prospérité pour tous. Sixième pays le plus peuplé au monde, nous sommes fermement convaincus que le développement socioéconomique est une priorité majeure sur le plan national. Depuis plus de 55 ans, nous cherchons à exploiter la technologie nucléaire aux

fins du développement économique et social. L'Agence apporte un concours précieux à ces efforts, notamment par le biais de son programme de coopération technique.

L'économie pakistanaise suit une trajectoire ascendante. La demande énergétique industrielle, agricole et des consommateurs augmente. Notre pays, qui compte plus de 180 millions d'habitants et traverse une grave crise énergétique, s'approvisionne à toutes les sources – hydroélectricité, énergie solaire et éolienne et énergie nucléaire. Le Pakistan possède cinq installations nucléaires opérationnelles, dont trois centrales nucléaires et deux réacteurs de recherche. La plus ancienne de ces installations a été commandée en 1972. Deux nouvelles centrales, qui auront chacune une capacité de production de 340 mégawatts, devraient être commandées l'année prochaine. En outre, les travaux de construction de deux centrales nucléaires de troisième génération d'une capacité de 1 100 mégawatts chacune ont commencé. Une fois la construction de ces deux centrales terminée, l'énergie nucléaire apportera une contribution conséquente à la production d'électricité dans le pays. Le Pakistan prévoit de produire 40 000 mégawatts d'énergie nucléaire en appliquant sa vision pour l'énergie nucléaire à l'horizon 2050.

Nous avons certes plus de quatre décennies d'expérience en matière de fonctionnement sécurisé des centrales nucléaires, mais nous demeurons conscients qu'il est de la plus haute importance de garantir la sûreté et la sécurité de nos centrales nucléaires actuelles et futures. Toutes les centrales nucléaires situées au Pakistan sont soumises aux garanties de l'AIEA.

Le Pakistan attache une grande importance au rôle directeur que joue l'Agence depuis l'accident de Fukushima en matière d'harmonisation et de coordination des efforts mondiaux visant à améliorer la sûreté des centrales nucléaires. En vertu du plan d'action que nous avons adopté suite à l'accident de Fukushima, nous avons déjà adopté et mis en œuvre des mesures à effet immédiat et à moyen terme. Qui plus est, le Pakistan collabore avec l'AIEA, l'Union mondiale des exploitants nucléaires et d'autres organismes en vue de renforcer la sûreté de ses centrales nucléaires. Des missions spécialisées de l'Union mondiale se rendent régulièrement au Pakistan pour évaluer les conditions et suggérer diverses mesures de sécurité pour nos centrales.

Notre centre d'excellence pour la sécurité nucléaire propose des formations spécialisées, notamment au niveau régional, en matière de protection physique des

matières et des installations nucléaires, de contrôle des matières nucléaires et de comptabilité, de fiabilité du personnel, de sécurité des transports et d'autres questions de sécurité. L'Institut pakistanais du génie et des sciences appliquées propose des cours spécialisés en matière de sécurité nucléaire et de protection physique dans le cadre du programme de formation à la technique nucléaire. L'Institut est également en passe de devenir un pôle de formation régional et international.

Au cours de la décennie écoulée, le mécanisme pakistanais de réglementation des activités nucléaires est devenu un système efficace qui s'appuie sur des infrastructures solides. L'Autorité pakistanaise chargée des questions nucléaires fonde ses mesures de réglementation sur les normes de sécurité de l'AIEA. Elle propose également à ses pairs d'effectuer des évaluations indépendantes. L'Autorité entretient une relation étroite avec l'AIEA, à la fois en tant que réceptrice et en contribuant à ses activités. Elle a créé un institut national pour la sûreté et la sécurité afin d'organiser facilement des formations nationales et régionales en matière de sécurité nucléaire. Elle est équipée de laboratoires modernes qui lui permettent de proposer des formations en matière de sûreté nucléaire et radiologique, de sécurité nucléaire et de protection physique.

Au-delà de l'énergie nucléaire, le Pakistan utilise la technologie nucléaire pour promouvoir le développement socioéconomique. Dans le secteur de la santé, la Commission de l'énergie atomique du Pakistan fournit des diagnostics et des traitements dans ses 18 centres hospitaliers d'oncologie, où environ 80 % des patients atteints de cancer au niveau national sont traités chaque année. L'ouverture de nouveaux hôpitaux est prévue.

Pour un pays qui compte plus de 180 millions d'habitants, la sécurité alimentaire est capitale. Au cours des 50 dernières années, quatre centres agricoles ont participé à diverses activités de recherche et de développement qui ont permis d'intensifier les activités d'agriculture et d'élevage et d'en améliorer la qualité. Les activités de recherche et de développement en matière de sciences physiques et de génie nous ont également permis d'améliorer considérablement la gestion des ressources en eau et la production de la plupart des isotopes radioactifs dont ont besoin les centres de médecine nucléaire et le secteur privé.

Le Pakistan, qui est doté d'un programme nucléaire civil assez important et qui a des décennies

d'expérience en matière d'opérations nucléaires dans les domaines de la production d'énergie, de la santé, de la médecine, de l'agriculture, de la biotechnologie et des applications industrielles, est idéalement placé pour offrir une coopération aux pays en développement qui souhaitent utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques en respectant les garanties de l'AIEA. Nous souhaitons continuer de renforcer notre participation aux activités promotionnelles de l'AIEA.

Le Pakistan participe activement et de manière constructive au processus du Sommet sur la sécurité nucléaire. Nous participons à toutes les réunions du Sommet au plus haut niveau, et ce afin de démontrer l'importance que nous attachons à la sécurité nucléaire. L'AIEA joue un rôle central et directeur au sein de l'architecture internationale chargée d'assurer la sécurité nucléaire et dans l'élaboration des arrangements qui feront suite aux réunions du Sommet pour la période post-2016. Au fil des ans, le Pakistan a travaillé en étroite collaboration avec l'AIEA afin de renforcer la sécurité nucléaire. Nous mettons actuellement en œuvre un plan d'action pour la sécurité nucléaire en coopération avec l'Agence.

Le Pakistan reconnaît l'importance du rôle que joue le régime de vérification de l'AIEA. Nous sommes également d'avis que tous les pays doivent honorer pleinement leurs obligations respectives en matière de garanties. Nous honorons pleinement nos obligations, conformément aux accords de garanties que nous avons conclus avec l'Agence. La mise en œuvre des réglementations de l'Agence représente une tâche importante, et les garanties jouent un rôle clef à cet égard. Dans le même temps, les activités promotionnelles de l'Agence sont de la plus haute importance pour les pays en développement. Il faut répartir équitablement les ressources extrabudgétaires, tant pour les garanties que pour les programmes de coopération technique.

Le Pakistan a des capacités nucléaires avancées. Nous avons l'expérience, les compétences et les installations nécessaires pour devenir un fournisseur et un récepteur de la technologie nucléaire à des fins pacifiques. Le Pakistan joue et continuera de jouer un rôle constructif dans la promotion de la non-prolifération, de la sûreté et de la sécurité nucléaires et des utilisations pacifiques de la technologie nucléaire. Le Pakistan considère son adhésion à des régimes de contrôle des exportations, en particulier le Groupe des fournisseurs nucléaires, comme une proposition mutuellement bénéfique. Nous réitérons notre appel à la mise en



place d'une démarche équitable, non discriminatoire et basée sur des critères précis en vue de promouvoir la coopération nucléaire civile et l'adhésion aux régimes de contrôle des exportations.

**M. Khoshroo** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à présenter mes sincères condoléances aux peuples et aux Gouvernements français, irakiens et libanais, qui ont subi la perte tragique d'un grand nombre de leurs citoyens à la suite des odieuses attaques terroristes commises récemment. Je tiens également à remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'avoir présenté le rapport annuel de l'Agence pour 2014 (voir A/70/219).

L'énergie nucléaire est appelée à jouer un rôle important dans le développement des pays en développement en raison de leurs besoins croissants en énergie, en particulier leur besoin en électricité. Pour satisfaire cette demande sans contribuer aux changements climatiques, il faut produire davantage d'énergies propres.

L'utilisation de l'énergie et de la technologie nucléaires à des fins pacifiques est d'une grande importance pour le développement scientifique, technologique et socioéconomique de la République islamique d'Iran. L'Iran a investi des ressources considérables dans la mise en place des infrastructures nucléaires nécessaires, et a réalisé d'importants progrès dans les applications civiles des sciences et des technologies nucléaires dans les domaines médical, agricole et industriel.

Nous soulignons l'importance de l'échange des connaissances nucléaires avec les pays en développement intéressés et du transfert des technologies nucléaires à ces pays, conformément au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), dans le but d'améliorer leurs capacités scientifiques et technologiques et de contribuer à leur développement socioéconomique durable. À cet égard, les activités de l'AIEA dans le domaine de la coopération technique ont un rôle important à jouer. Conformément à son statut, la responsabilité première de l'AIEA est d'apporter son concours aux États membres dans le développement et l'utilisation pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques et dans la recherche dans ce domaine. Nous insistons sur la nécessité d'améliorer les activités et contributions de l'AIEA à cet égard afin de répondre aux attentes des pays en développement intéressés, y compris l'Iran.

Les autres mandats de l'AIEA, en particulier les activités de vérification liées aux garanties, doivent être exécutés de manière à appuyer sa responsabilité première qui est de promouvoir l'utilisation de la science et de la technologie nucléaires dans le monde entier. À ce propos, nous insistons sur le fait que la définition et la mise en œuvre des garanties requises doivent respecter les droits inaliénables des États parties au TNP et éviter d'entraver leur développement économique ou technologique. Tous les efforts visant à renforcer la mise en œuvre des garanties, tels ceux qui sont actuellement à l'étude par l'AIEA, se doivent de respecter les droits inaliénables et la souveraineté nationale des États parties au TNP. Nous soulignons que les préoccupations en matière de prolifération nucléaire ne doivent en aucun cas restreindre le droit inaliénable de tout État partie au TNP d'exploiter tous les aspects de la science et de la technologie nucléaires à des fins pacifiques, sans discrimination, comme le prévoit l'article IV du Traité.

Le droit inaliénable des États parties au TNP de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, y compris les cycles du combustible nucléaire au niveau national, doit être respecté par tous. Le droit des États parties au TNP de développer l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et leur volonté de promouvoir et de faciliter l'exercice de ce droit font partie des grands piliers sur lesquels reposent les dispositions fondamentales du Traité. Or, on ne peut qu'exprimer sa consternation face aux tentatives systématiques, menées dans un prétendu souci de non-prolifération et contraires à la lettre et à l'esprit du Traité, de limiter l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Dans le même temps, la République islamique d'Iran, se fondant sur de solides principes idéologiques, stratégiques et internationaux, rejette catégoriquement et systématiquement les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, qui sont dépassées, inhumaines et préjudiciables pour la paix et la sécurité internationales.

La conclusion définitive, le 14 juillet, du Plan d'action global commun (Plan d'action) représente un pas décisif de la part de l'Iran et des gouvernements des E3+3 pour résoudre, par la négociation et sur la base du respect mutuel, une crise qui n'avait aucune raison d'être et a été fabriquée par des allégations sans fondement concernant le programme nucléaire pacifique iranien, lesquelles ont été suivies de mesures

injustifiées à motivation politique à l'encontre du peuple iranien. Le Plan d'action repose principalement sur les efforts réciproques que doivent mettre en oeuvre les gouvernements des E3+3 et de l'Iran, sur la reconnaissance de la nature pacifique du programme nucléaire iranien et de ses activités d'enrichissement, ainsi que sur la suspension simultanée de toutes les dispositions des résolutions antérieures du Conseil de sécurité et sur la levée intégrale des sanctions imposées par le Conseil de sécurité et de toutes les sanctions unilatérales et multilatérales liées aux activités nucléaires. Cela représente un changement radical dans la démarche du Conseil, un changement qui doit s'appliquer aussi à l'AIEA, y compris le Conseil des gouverneurs. Toutes les résolutions antérieures prises par le Conseil des gouverneurs, qui sont, de l'avis de l'Iran, sans fondement et motivées par des considérations politiques, doivent être déclarées caduques. Puisque le Plan d'action, qui a été approuvé par la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité, prévoit la coopération nucléaire avec l'Iran et la poursuite de son programme d'enrichissement, les dispositions des résolutions antérieures du Conseil des gouverneurs demandant la suspension du programme d'enrichissement ne sont plus valables. La République islamique d'Iran est déterminée à se conformer pleinement et de bonne foi aux engagements qu'elle a pris volontairement, à condition que les autres parties respectent avec la même bonne foi tous les engagements qu'elles ont pris aux termes du Plan d'action, y compris ceux relatifs à la levée des sanctions et des mesures restrictives.

Par ailleurs, dans le droit fil de leur collaboration au titre de la Déclaration commune sur un cadre de coopération destinée à accélérer et à renforcer la coopération et le dialogue afin de résoudre, avant la fin de l'année 2015, toutes les questions passées et présentes encore suspens, une feuille de route a été conclue entre l'AIEA et l'Iran. L'Iran a scrupuleusement appliqué les engagements qu'il avait pris volontairement au titre de la feuille de route conclue récemment. C'est pourquoi, nous espérons qu'après que le Directeur général aura soumis son évaluation finale, toutes les questions passées et présentes seront réglées une bonne fois pour toutes à la prochaine réunion du Conseil des gouverneurs, le 15 décembre.

La coopération avec l'AIEA occupe une place centrale dans la politique nucléaire iranienne. À cet égard, la République islamique d'Iran est fermement convaincue que le rôle de l'Agence, conformément à son statut, est crucial pour garantir l'utilisation de l'énergie

nucléaire à des fins pacifiques grâce à la coopération technique avec les États Membres. Compte tenu de la Date d'application imminente du Plan d'action, toutes les restrictions et limitations imposées à la coopération technique entre l'Iran et l'AIEA doivent être levées au cours du cycle 2016-2017.

**M. Okamura** (Japon) : C'est avec une vive émotion et une sympathie profonde que je m'adresse à l'Assemblée générale suite à la série d'attaques terroristes survenues récemment à Paris, à Beyrouth et à Bagdad. Nos cœurs sont avec les familles et les amis endeuillés des victimes de ces attaques inadmissibles, ainsi qu'avec les Gouvernements et les peuples concernés. Le Japon restera toujours solidaire avec la communauté internationale dans la condamnation et le combat contre le terrorisme, qui est aussi une attaque contre les valeurs que nous soutenons ensemble. Le Japon demeurera résolu dans sa contribution active à la paix et à la stabilité et, surtout, dans la lutte contre le terrorisme, en coopération avec la communauté internationale tout entière.

*(l'orateur poursuit en anglais)*

Je tiens à remercier le Directeur général, M. Yukiya Amano, de sa présentation du rapport annuel (voir A/70/219) de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Depuis l'année dernière, la communauté internationale a été témoin de faits nouveaux importants dans des domaines tels que la sûreté nucléaire, les utilisations pacifiques de la technologie nucléaire et la non-prolifération. Le Japon souhaite, par ailleurs, la bienvenue aux nouveaux membres de l'AIEA, à savoir Antigua-et-Barbuda, Djibouti, le Guyana et le Vanuatu.

Le Japon continue d'appuyer sans réserve l'AIEA afin qu'elle puisse remplir le rôle important qui lui revient, sous la direction du Directeur général. Le Japon se félicite des progrès importants réalisés dans la mise en œuvre du Plan d'action de l'AIEA sur la sûreté nucléaire. Citons notamment l'adoption de la Déclaration de Vienne sur la sûreté nucléaire au mois de février, ainsi que l'entrée en vigueur de la Convention sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires en avril, qui a été rendue possible par l'adhésion du Japon à la Convention. Le rapport de l'AIEA sur Fukushima a été publié en août. Nous apprécions à leur juste valeur les efforts inlassables déployés par toutes les personnes concernées. Ce rapport nous tient à cœur, et le Japon est déterminé à déployer ses efforts les plus sincères pour renforcer encore la sûreté nucléaire. En outre, j'ai le

plaisir d'informer l'Assemblée générale qu'à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, nous enregistrons de solides progrès dans le démantèlement de la centrale et la gestion de l'eau contaminée. Le sous-système de drainage a commencé à fonctionner en septembre. La construction du mur de protection imperméable côté mer a été achevée en octobre. Ces deux opérations devraient considérablement réduire l'accumulation des eaux contaminées. Au nom du Gouvernement et du peuple japonais, je tiens à exprimer une fois de plus notre sincère gratitude à la communauté internationale, et en particulier à l'AIEA, pour l'appui inestimable qu'elle nous a apporté.

L'atome pour la paix et le développement est un concept promu par le Directeur général, M. Amano. À ce titre, l'AIEA met en œuvre diverses activités visant à répondre aux besoins socioéconomiques des pays en développement grâce à l'utilisation de la science et de la technologie nucléaires dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, la santé humaine et la gestion des ressources en eau. Dans l'optique de la réalisation des objectifs de développement durable qui viennent d'être adoptés (voir résolution 70/1), cette initiative est tout à fait opportune et importante.

Dans le cadre de notre appui aux efforts que déploie l'AIEA en ce sens sous la direction du Directeur général, le Ministre japonais des affaires étrangères, M. Fumio Kishida, a annoncé au début de cette année une contribution de 25 millions de dollars en faveur de l'Initiative de l'AIEA sur les utilisations pacifiques, qui sera versée au cours des cinq prochaines années. Plus récemment, le Japon a versé environ 1,2 million de dollars au titre de ses contributions en faveur de l'Initiative sur les utilisations pacifiques pour financer des projets régionaux de coopération technique de l'AIEA en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que dans la région Asie-Pacifique. Je voudrais saisir cette occasion pour encourager la communauté internationale à appuyer davantage les activités de l'AIEA dans le domaine des utilisations pacifiques de la science et de la technologie nucléaires.

Le Plan d'action global commun sur la question du nucléaire iranien est une étape importante sur la voie du renforcement du régime international de non-prolifération et de la stabilisation du Moyen-Orient. Le Japon se réjouit à la perspective de son adoption le 18 octobre et espère qu'il sera mis en œuvre dans les meilleurs délais. En étroite coordination avec la communauté internationale, le Japon appuiera le

processus de mise en œuvre du Plan d'action. Entre-temps, toutes les questions passées et présentes en suspens concernant le programme nucléaire iranien doivent être clarifiées dès que possible afin de dissiper les craintes de la communauté internationale, conformément à la feuille de route convenue entre l'Iran et l'AIEA.

En Asie du Nord-Est, la poursuite par la Corée du Nord de ses activités liées à la mise au point d'armes nucléaires et de missiles continue de constituer une grave menace pour la région, mais également pour la communauté internationale tout entière. Le Japon demande instamment à la Corée du Nord de s'abstenir de tout nouvel acte de provocation, de prendre des mesures concrètes en faveur d'une dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible et de cesser immédiatement toutes les activités qui y sont liées. Le Japon exhorte également la Corée du Nord à respecter pleinement les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et la Déclaration commune publiée en 2005 à l'issue des pourparlers à six, et à se remettre en conformité avec le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les garanties de l'AIEA. À cet égard, le Japon est favorable à ce que l'AIEA continue de participer à ces efforts.

Le Japon souhaite jouer un rôle plus actif dans le maintien de la paix, la prospérité et la stabilité dans le monde sous la bannière de sa politique de « contribution proactive à la paix », qui repose sur le principe de la coopération internationale.

L'année prochaine marquera le sixième anniversaire de l'adoption du Statut de l'AIEA. En tant que membre responsable de la communauté internationale, le Japon se déclare fermement résolu à continuer de contribuer à assurer et à promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

**M<sup>me</sup> Del Sol Dominguez** (Cuba) (*parle en espagnol*) : Cuba appuie le travail important de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et se félicite de l'adhésion de tous les nouveaux membres.

La coopération technique est l'un des principaux piliers de l'AIEA et mérite une attention prioritaire. Dans notre pays, nous considérons d'un œil positif l'utilisation de la technologie nucléaire dans des domaines aussi vitaux que la santé humaine, l'agriculture, l'alimentation, l'hydrologie et la préservation de l'environnement. Ces activités doivent être menées dans le strict respect de la réglementation en matière de sécurité. Dans

ce contexte, nous soulignons le rôle essentiel de la coopération internationale. Nous accordons une priorité particulière au Programme d'action de l'AIEA en faveur de la cancérothérapie, qui doit être doté des ressources financières nécessaires pour étendre sa portée et ses résultats.

Cuba continue de se heurter à des obstacles et à des retards qui entravent sa coopération avec l'Agence du fait de la politique de sanctions dont notre peuple continue d'être la victime, une politique qui impose des restrictions sévères à la mise en œuvre de notre programme avec l'AIEA. Le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis constitue la première étape d'un processus long et complexe devant conduire à la normalisation des relations bilatérales et à la levée définitive du blocus. Nous sommes reconnaissants de l'appui que nous recevons chaque année de l'AIEA et de la communauté internationale à cet égard.

Une gestion efficace de la sécurité nucléaire n'admet ni exclusions ni sélectivité. Les normes internationales qui régissent la sécurité nucléaire doivent être adoptées dans le cadre de l'AIEA, à la suite de négociations multilatérales transparentes et sans exclusive, avec la participation de tous les États. Cuba se félicite de la tenue prochaine par l'AIEA de sa Conférence ministérielle sur la sécurité nucléaire, en décembre 2016. Nous continuerons de renforcer l'excellente coopération qu'a développée notre pays avec l'AIEA dans la mise en œuvre de projets visant à améliorer la sécurité nucléaire dans le cadre du contrôle de nos frontières et des installations qui utilisent des sources radioactives de catégorie 1 et 2. Dans le cadre des garanties de l'AIEA, notre pays a obtenu durant huit années consécutives une double certification et des résultats satisfaisants dans les inspections menées par l'Agence. Il est nécessaire de préserver la crédibilité des activités de l'AIEA dans le domaine des garanties, en veillant à ce qu'elles soient menées avec impartialité et professionnalisme.

Cuba appuie les efforts visant à améliorer l'efficacité des garanties, à condition qu'ils ne portent pas atteinte aux droits légitimes des États ni ne donnent lieu à des pratiques discriminatoires ou sélectives.

Nous saluons les progrès obtenus dans les négociations en cours entre l'AIEA et la République islamique d'Iran. Nous encourageons chacun à continuer de progresser dans ce processus. De même, nous réaffirmons notre appui à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Nous regrettons

profondément que les modalités proposées pour la tenue de la Conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient aient été l'argument invoqué par les trois pays qui se sont opposés à l'adoption du document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), tenue cette année. La création de cette zone apporterait une contribution essentielle à la paix et à la sécurité de tous les peuples de cette région. Nous considérons que la non-application persistante de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et le fait que la Conférence sur la création de cette zone ne s'est pas encore tenue mettent en péril la crédibilité du TNP.

Il faut améliorer l'efficacité et l'efficience du processus de prise de décisions de l'AIEA. Cela passe par un renforcement de la Conférence générale, organe législatif suprême au sein duquel tous les États membres sont représentés. Il convient en outre d'examiner en profondeur la composition et les fonctions du Conseil des gouverneurs.

L'humanité court toujours le grave risque d'être annihilée en raison de l'existence de plus de 16 000 armes nucléaires. C'est pourquoi le désarmement nucléaire ne peut rester un objectif sans cesse différé et soumis à des conditions. La seule garantie contre l'emploi ou la menace des armes nucléaires est leur interdiction et leur élimination totale, sous un contrôle international strict. Un rôle important revient à cet égard à l'AIEA dans la réalisation de cet objectif. Cuba entend poursuivre fermement sa lutte pour l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires. Tel est notre engagement envers les générations actuelles et futures.

**M. Zehnder** (Suisse) : Tout d'abord, la Suisse est profondément choquée et consternée par les attaques terroristes perpétrées à Paris, à Beyrouth, à Bagdad et au-dessus du Sinaï ces dernières semaines. La Suisse condamne fermement ces actes odieux, qui vont à l'encontre des valeurs fondamentales de toute société, et elle assure les pays affectés de sa pleine solidarité. Elle exprime ses plus profondes condoléances aux familles des victimes et à l'ensemble des pays touchés.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a surmonté un nombre important de défis cette année. D'autres l'attendent à l'avenir. Parmi ceux-ci, la Suisse souhaiterait en souligner quatre.

Premièrement, la Suisse salue l'accord obtenu le 14 juillet dernier sur le Plan d'action global commun



entre l'Iran et les gouvernements des E3+3. Mon pays espère que les intenses efforts diplomatiques déployés pour parvenir à cet accord historique seront récompensés par la mise en œuvre constructive, par toutes les parties impliquées, de ce Plan d'action. L'Agence, qui a contribué de manière importante à l'accord de juillet dernier, aura un rôle clef à jouer dans la vérification de la mise en œuvre du volet nucléaire de cet accord. La Suisse a soutenu le processus de négociations qui a mené à l'adoption du Plan d'action global commun. Elle a également soutenu par des moyens financiers le travail de l'AIEA résultant de ces négociations.

Deuxièmement, la Suisse salue la tenue de la conférence diplomatique de février 2015 visant à discuter d'un amendement que mon pays avait présenté dans le cadre de la Convention sur la sûreté nucléaire. La Déclaration de Vienne sur la sûreté nucléaire a adopté, à l'unanimité, les principes selon lesquels la sûreté des nouvelles installations nucléaires doit être maintenue à la pointe de la technologie et que les installations existantes doivent faire l'objet de contrôles et d'améliorations de sûreté continus. La Suisse œuvre pour que les objectifs de cette Déclaration deviennent la référence en matière de sûreté nucléaire et soient intégrés dans le cadre plus large de l'AIEA, qui définit également les normes mondiales en matière de sûreté nucléaire. Les efforts en vue du renforcement de la sûreté nucléaire doivent donc être soutenus. Dans ce contexte, le défi, pour l'Agence, sera de poursuivre sa réflexion sur l'élaboration de sa stratégie de sûreté nucléaire. L'AIEA pourra compter sur le plein soutien de la Suisse dans la réalisation de cette tâche.

Troisièmement, la sécurité nucléaire a été l'un des thèmes dominants de la Conférence générale de l'AIEA cette année. Pour la première fois, la résolution pertinente a établi un lien entre désarmement et sécurité nucléaires. La Suisse s'en félicite. Nous sommes convaincus que, pour être complète et crédible, la sécurité nucléaire doit comprendre une approche intégrant le lien évident entre sécurité et désarmement nucléaires, ainsi que toutes les matières nucléaires, qu'elles soient civiles ou militaires. L'année 2016 sera, à plus d'un titre, placée sous le signe de la sécurité nucléaire. Dans ce contexte, la Suisse salue la décision de l'AIEA de convoquer une conférence ministérielle sur la sécurité nucléaire en 2016. Mon pays est en effet convaincu que, vu sa composition très large et sa capacité de combiner expertise technique et leadership politique, l'AIEA est parfaitement positionnée pour

piloter les efforts internationaux dans le domaine de la sécurité nucléaire.

Quatrièmement, la Suisse soutient la notion d'évolution du système des garanties et, en conséquence, le travail du Secrétariat dans la mise en œuvre du concept de l'approche au niveau de l'État, connu sous le nom de conceptualisation au niveau de l'État. L'Agence, d'une part, doit faire face à une augmentation de ses tâches de vérification, à laquelle s'ajoute la volonté des États membres qu'elle devienne plus active dans les domaines de la sécurité et de la sûreté nucléaires, notamment. D'autre part, ces développements interviennent dans un contexte de contraintes budgétaires. La conceptualisation au niveau de l'État doit aboutir à une optimisation du système des garanties. Il s'agira probablement de revoir les pratiques adoptées jusqu'ici et de mieux cibler les priorités, afin d'en améliorer la gestion de manière concrète, substantielle et mesurable, à la fois pour l'AIEA et pour les États concernés.

À ce stade, les communications du Secrétariat sur l'évolution du système des garanties indiquent que le potentiel de gains de productivité est limité. La Suisse ne partage pas cette analyse et reste convaincue qu'il existe une réelle marge de manœuvre. Pour ce faire, une évolution de la réflexion au sein de l'AIEA est nécessaire. La réflexion engagée par la conceptualisation au niveau de l'État ne pourra se limiter à la seule recherche de gains de productivité. Il conviendra donc d'étendre celle-ci à la gestion globale de l'AIEA, afin que l'Agence soit en mesure de relever les défis dans leur globalité.

**M. Phua** (Singapour) (*parle en anglais*) : Au nom de ma délégation, je voudrais tout d'abord adresser mes condoléances et l'expression de ma solidarité les plus sincères aux pays qui ont récemment fait l'objet d'odieuses attentats terroristes. Singapour appuie tous les efforts déployés pour traduire en justice les auteurs de ces crimes.

Je remercie le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Yukiya Amano, du rapport annuel complet de l'Agence internationale de l'énergie atomique (voir A/70/219). Singapour a toujours appuyé les activités de l'AIEA visant à promouvoir l'utilisation sûre et pacifique de la science et de la technologie nucléaires. C'est avec plaisir que nous nous sommes encore une fois parrainé le projet de résolution sur le rapport de l'AIEA (A/70/L.8). Nous regrettons que ce projet de résolution ne puisse pas être adopté par consensus cette année.

Singapour a toujours été d'avis que la sécurité nucléaire est un sujet de préoccupation pour tous les États et pas seulement pour les États dotés de centrales nucléaires, parce que les accidents nucléaires peuvent avoir des conséquences catastrophiques qui dépassent les frontières nationales.

Nous remercions l'AIEA et le Secrétariat du travail qu'ils ont accompli pour l'élaboration du rapport détaillé du Directeur général intitulé *L'accident de Fukushima Daiichi*. C'est un triste rappel des dangers qui nous guettent lorsque nous baissons la garde. C'est aussi un rappel du fait que les pays qui exploitent des centrales nucléaires ont la responsabilité envers leur peuple et la communauté internationale de veiller à ce que leurs cadres réglementaires, la conception de leurs centrales, leurs procédures et leur culture en matière de sécurité opérationnelle, ainsi que leur préparation aux situations d'urgence et à l'organisation des secours soient solides en toutes circonstances. Le rapport est une mine précieuse d'informations qui peuvent être mises à profit pour éviter que de tels accidents ne se reproduisent.

La Conférence diplomatique de la Convention sur la sûreté nucléaire, tenue en février 2015, a adopté par consensus la Déclaration de Vienne sur la sûreté nucléaire. Nous demandons instamment à toutes les parties contractantes à la Convention, et en particulier aux pays dotés d'installations nucléaires ou qui envisagent de lancer un programme nucléaire civil, de mettre en œuvre les objectifs de sécurité figurant dans la Déclaration avec diligence et en toute bonne foi. Singapour s'acquittera de ses responsabilités et coopérera avec l'AIEA et les États membres pour contribuer au renforcement des normes internationales et régionales en matière de sûreté nucléaire.

L'AIEA joue un rôle central dans la promotion de l'utilisation sûre et pacifique de l'énergie nucléaire, ce qui revêt une importance cruciale pour la réalisation des objectifs du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Même si Singapour a toujours appuyé le droit de tous les États souverains d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, nous sommes également d'avis que ce droit doit être exercé dans le plein respect des dispositions du TNP. Nous exhortons en particulier la République populaire démocratique de Corée à s'abstenir de tout acte de provocation, à réintégrer le TNP, à respecter pleinement toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et à recommencer de coopérer pleinement avec l'AIEA.

Singapour se félicite également du Plan d'action global commun convenu entre le groupe des cinq plus un et l'Iran. Cet accord constitue un pas important dans la bonne direction, mais sa mise en œuvre sera primordiale. Nous exhortons toutes les parties à s'acquitter sans délai et en toute bonne foi des obligations qui leur incombent. Singapour reconnaît le rôle essentiel joué par l'AIEA, qui est chargée de vérifier et de contrôler les mesures liées au programme nucléaire énoncées dans l'accord. Nous appuyons la mise en œuvre par l'Agence des mesures énoncées dans la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité et attendons avec intérêt le rapport du Directeur général sur l'application de la feuille de route, signée le 14 juillet, visant à éclaircir les questions non résolues, passées et présentes, touchant le programme nucléaire iranien.

Singapour se félicite des efforts importants déployés par l'AIEA pour mobiliser les applications pacifiques de la science et de la technologie nucléaires en vue de remédier aux graves problèmes qui se posent à l'échelle mondiale dans d'innombrables domaines, tels que l'alimentation et l'agriculture, la santé publique, les ressources en eau et l'environnement. Singapour collabore avec l'AIEA depuis 2000 pour fournir conjointement une assistance technique aux autres pays en développement qui sont membres de l'AIEA. Nous nous félicitons d'avoir renouvelé notre engagement à travailler ensemble, lorsque nous avons accueilli le Directeur général, M. Amano, à Singapour en janvier de cette année, et avons signé un nouveau mémorandum d'accord relatif au Programme de formation pour pays tiers mené par Singapour et l'AIEA. Dans le cadre de ce mémorandum d'accord révisé, Singapour et l'AIEA fourniront une assistance technique conjointe à d'autres pays en développement dans un certain nombre de domaines, notamment la médecine nucléaire et la sûreté nucléaire. Nous avons commencé par un programme conjoint de formation à l'intention des participants de 11 pays sur la stratégie et l'évaluation des essais relatifs à la suppression des populations de moustiques du genre *Aedes* en utilisant la technique de stérilisation des insectes. Nous espérons que ce ne sera que le premier programme parmi bien d'autres dans le cadre d'une coopération fructueuse.

Singapour appuie également la poursuite de la coopération entre l'AIEA et les organisations régionales. Nous nous félicitons des progrès réalisés par le réseau des organismes de contrôle nucléaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud (ASEANTOM) dans le renforcement de la coopération entre les pays d'Asie du

Sud-Est en vue de promouvoir une amélioration de la sûreté, de la sécurité et des garanties nucléaires au sein de cette communauté. L'ASEANTOM a proposé la mise en oeuvre d'un projet régional de coopération technique de l'AIEA, qui vise à appuyer la création d'une base de données régionale sur la radioactivité de l'environnement et l'élaboration d'un cadre de préparation aux situations d'urgence et d'organisation des secours et débutera en 2016. Nous attendons avec intérêt la poursuite de la collaboration entre l'ASEANTOM et de l'AIEA.

Pour terminer, Singapour est fière de compter parmi les partenaires de l'AIEA. L'Agence fait un excellent travail et a apporté une contribution non négligeable à la communauté internationale. Nous entendons vivement poursuivre notre coopération.

**M. Alemu** (Éthiopie) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un grand plaisir de prendre la parole sur cet important point de l'ordre du jour dont nous sommes saisis aujourd'hui. Je tiens à exprimer mes remerciements et ma gratitude au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Ambassadeur Yukiya Amano, pour son rapport annuel détaillé sur les activités de l'Agence en 2014 (voir A/70/219).

L'Éthiopie félicite l'AIEA de s'employer constamment à s'acquitter de ses responsabilités afin d'aider les États membres à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous pensons que les trois piliers de l'AIEA continueront de jouer un rôle clef dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1), récemment adopté, en promouvant les utilisations pacifiques des technologies nucléaires tout en s'attaquant au risque de prolifération nucléaire. De notre point de vue, le Programme de coopération technique de l'AIEA, y compris la fourniture de conseils aux États membres, est d'une importance cruciale. À cet égard, la mise en oeuvre de projets de centrales nucléaires et la promotion de l'application de la technologie nucléaire à la santé humaine, aux services médicaux, à l'alimentation et à l'agriculture ainsi qu'à la protection de l'environnement sont d'une importance vitale.

En Éthiopie, la coopération technique apportée par l'Agence demeure indispensable à l'appui des efforts du Gouvernement visant à développer les capacités en ce qui concerne la lutte contre la mouche tsé-tsé, le traitement du cancer, les services diagnostiques de médecine nucléaire, les analyses d'hydrologie des isotopes, les tests de contrôle de qualité non destructifs

et la mise en place d'une infrastructure nationale pour les sciences et technologies nucléaires. Nous avons renforcé nos capacités grâce à la formation du personnel, à l'acquisition d'équipement, aux missions d'experts et à d'autres formes d'assistance technique apportées par l'AIEA.

Afin de soutenir la promotion par l'Agence de l'utilisation de la technologie nucléaire à des fins pacifiques, l'Éthiopie est signataire d'un certain nombre de traités et conventions de l'AIEA. Nous pensons aussi fermement que l'octroi de ressources suffisantes et prévisibles aux programmes de l'Agence et, surtout, une répartition équitable des ressources entre les garanties, la sûreté nucléaire et les activités de coopération technique de l'Agence doivent être assurés. Le Programme de coopération technique joue en fait un rôle essentiel dans le transfert des technologies nucléaires vers les pays en développement.

Notre principal projet de coopération technique avec l'AIEA vise à éliminer la mouche tsé-tsé dans le sud de la vallée du Rift. En effet, cet insecte constitue toujours une menace grave pour la vie et les moyens de subsistance de nos communautés et représente un obstacle considérable à l'élevage du bétail en Éthiopie. Le projet d'éradication de la mouche tsé-tsé dans le sud de la vallée du Rift est en cours et nous a déjà permis de réaliser des progrès notables dans l'expansion des terres agricoles et des activités d'élevage.

En ce qui concerne le Programme d'action en faveur de la cancérothérapie, l'Éthiopie salue le rôle de l'AIEA et son appui continu à la consolidation de programmes complets de lutte contre le cancer à l'Hôpital spécialisé Black Lion d'Addis-Abeba, qui sert d'hôpital central. L'Agence a également apporté son appui à la mise en place de centres de médecine nucléaire et de radiothérapie dans cinq autres hôpitaux universitaires régionaux. C'est dans ce contexte que l'Éthiopie réitère son appel en faveur d'une augmentation des ressources en provenance du budget ordinaire pour couvrir la hausse des coûts pris en charge par le Fonds de coopération technique dans la mise en oeuvre du Programme de coopération technique. Nous sommes également d'avis que les mesures nationales et la coopération internationale sont toutes deux essentielles à la sûreté nucléaire et radiologique.

À cet égard, nous tenons à souligner que l'Agence a un rôle clef à jouer dans la promotion d'une culture mondiale de la sûreté. Les garanties de l'AIEA font partie des éléments de base du régime de non-prolifération et

créent un climat propice au désarmement nucléaire et à la coopération nucléaire. De plus, face aux menaces posées par des acteurs non étatiques, en particulier les terroristes qui cherchent à acquérir des armes de destruction massive, les efforts conjoints déployés par les États membres, les organisations internationales et la société civile sont déterminants. À cet égard, il est également essentiel d'appliquer les résolutions 1540 (2004) et 1887 (2009) du Conseil de sécurité pour s'attaquer aux menaces liées au nucléaire.

Les garanties de l'AIEA et ses mandats de vérification illustrent l'importance de la vigilance constante de l'Agence et de ses contributions à la paix et à la sécurité internationales. À cet égard, l'Éthiopie défend fermement le droit de tous les États d'utiliser pleinement la technologie nucléaire et ses applications scientifiques en conformité avec le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Enfin, je remercie de nouveau vivement l'AIEA, en particulier son organe directeur et ses dirigeants pour leur détermination à renforcer la coopération technique essentielle entre l'Agence et des pays tels que l'Éthiopie. L'Assemblée peut également être assurée que l'Éthiopie continuera de faire tout son possible pour renforcer l'esprit constructif de coopération avec l'Agence ainsi qu'avec tous les partenaires de développement qui ont jusque-là contribué de manière généreuse à nos efforts de développement, y compris dans ce domaine critique.

**M. Hahn Choonghee** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je tiens d'abord à remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), M. Yukiya Amano, d'avoir présenté le rapport annuel de l'AIEA pour l'année 2014 (voir A/70/219). Nous notons avec satisfaction que ce rapport propose un aperçu thématique des activités de l'AIEA et soulignons l'importance que la République de Corée accorde à un programme de travail équilibré. Nous considérons qu'un tel programme contribuera à promouvoir les applications pacifiques des sciences et des technologies nucléaires, à améliorer la sûreté et la sécurité nucléaires, et à renforcer les efforts de vérification et de non-prolifération nucléaires à l'échelle mondiale.

La communauté internationale vient d'adopter le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1), un nouveau programme ambitieux dont les objectifs visent à promouvoir une prospérité partagée durant les 15 prochaines années. Le fait de veiller à ce que tous les États Membres partagent les

effets bénéfiques des sciences et des technologies nucléaires sur leur développement économique et social contribuera à atteindre les objectifs de développement communs. À cet égard, nous saluons les efforts déployés par le secrétariat de l'AIEA afin d'aligner pleinement son Programme de coopération technique sur le Programme 2030.

À l'approche de la vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la République de Corée tient à mettre l'accent sur la contribution de l'énergie nucléaire à la sécurité de l'offre énergétique du fait de ses avantages sur le plan environnemental et macroéconomique. Nous continuerons de travailler avec l'Agence et d'autres acteurs pour faire en sorte que l'énergie nucléaire reste une option viable pour contribuer à régler les problèmes liés au climat et à l'énergie rencontrés au XXI<sup>e</sup> siècle.

L'accident survenu en 2011 à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi nous a rappelé de manière dramatique que la sûreté nucléaire ne peut jamais être tenue pour acquise. À l'avenir, il sera essentiel que nous maintenions la dynamique insufflée au domaine de la sûreté nucléaire. Nous considérons que le rapport de l'Agence sur l'accident de Fukushima Daiichi constituera un guide objectif pour la préparation des interventions d'urgence et nous rappellera avec force l'importance d'une telle préparation en matière de sûreté nucléaire. Les observations faites dans le rapport ne sont pas une fin en soi, mais le début de notre effort collectif visant à comprendre cet accident, à en tirer des enseignements et à renforcer la sûreté nucléaire à l'échelle mondiale. L'Assemblée générale et les États membres de l'AIEA ont reconnu et réaffirmé le rôle central de l'Agence dans le renforcement du dispositif mondial de sécurité nucléaire. La République de Corée, qui a accueilli le Sommet sur la sécurité nucléaire de 2012, appuie fermement les activités menées par l'Agence dans ce domaine et souhaite appeler l'attention sur la Conférence internationale sur la sécurité nucléaire prévue en décembre 2016 et que la Corée présidera au niveau ministériel.

Compte tenu de la contribution déterminante des garanties de l'AIEA à la paix et à la sécurité internationales, la République de Corée note avec satisfaction qu'en 2014, l'Agence a continué d'accroître l'efficacité et l'efficience des garanties. Nous sommes encouragés par le fait que le concept d'application des garanties au niveau de l'État est de plus en plus accepté



et que le nombre d'accords de garanties généralisées, de protocoles additionnels et de protocoles amendés relatifs aux petites quantités de matières en vigueur continue d'augmenter. À cet égard, en octobre, la République de Corée est devenue l'un des deux États membres à appliquer la version actualisée du concept d'application des garanties au niveau de l'État.

La République de Corée considère que les progrès accomplis dans le règlement de questions, passées et actuelles, en suspens concernant le programme nucléaire iranien sont encourageants. Nous observons que l'Agence a déclaré que les activités indiquées dans la feuille de route arrêtée par l'Agence et l'Iran ont été menées à bien comme prévu, avant le 15 octobre, et nous espérons que toutes les parties concernées poursuivront leurs efforts de bonne foi en vue de garantir le caractère exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien.

Malgré ces avancées, des problèmes considérables demeurent concernant les garanties. Nous continuons d'être vivement préoccupés par le fait que la Corée du Nord continue de ne pas respecter ses obligations internationales, à savoir, renoncer à toutes ses armes nucléaires et à tous ses programmes nucléaires actuels et mettre immédiatement fin à toutes les activités connexes, compte tenu notamment de ses provocations constantes et de ses déclarations publiques par lesquelles elle fait le serment de poursuivre la mise au point de nouvelles armes nucléaires. La République de Corée se doit par conséquent de rappeler que la Corée du Nord ne saurait avoir le statut d'État doté de l'arme nucléaire et qu'elle doit s'acquitter pleinement de toutes ses obligations internationales découlant de toutes les résolutions du Conseil de sécurité sur la question, ainsi que des engagements qu'elle a pris en vertu de la Déclaration commune publiée à l'issue du quatrième cycle des pourparlers à six le 19 septembre 2005.

Aux côtés de la communauté internationale, nous sommes prêts à offrir un avenir meilleur à la Corée du Nord, si elle manifeste une véritable volonté d'abandonner totalement son programme d'armes nucléaires et accepte de se conformer à ses obligations et engagements internationaux. Néanmoins, sa réaction négative aux efforts diplomatiques faits par le passé montre que la communauté internationale doit dans son ensemble répéter avec force que la voie de la paix, de la stabilité et de la prospérité dépend de la volonté de la Corée du Nord de reprendre de véritables pourparlers concernant la dénucléarisation. À cet égard, nous nous

félicitons de l'adoption par consensus de la résolution relative à la question nucléaire nord-coréenne à la cinquante-neuvième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA en septembre dernier. Tout en demeurant extrêmement vigilante, la République de Corée poursuivra ses efforts constructifs en vue de parvenir à un règlement pacifique de la question nucléaire nord-coréenne et entend travailler avec d'autres acteurs à cette fin.

La République de Corée réitère son plein appui aux efforts que déploie l'AIEA en vue de réaliser notre objectif commun, à savoir exploiter l'énergie nucléaire au service de la paix et du développement de l'humanité. Nous appuyons également le projet de résolution de cette année, publié sous la cote A/70/L.8, concernant le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

**M. Isnomo** (Indonésie) (*parle en anglais*) : L'Indonésie s'associe à la communauté internationale pour condamner les attaques terroristes honteuses et lâches commises en France et au Liban, et elle présente ses sincères condoléances aux Gouvernements et aux peuples de ces deux pays.

Ma délégation remercie sincèrement le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'avoir élaboré un rapport détaillé sur les travaux de l'Agence en 2014 (voir A/70/219), et de sa déclaration liminaire, qui contient des informations supplémentaires sur l'évolution des activités menées par l'Agence en 2015.

L'Indonésie prend note de cette évolution et des activités menées par l'Agence au cours de la période considérée, qui couvrent les applications énergétiques et non énergétiques des données nucléaires, la sûreté et la sécurité nucléaires, la vérification nucléaire et la coopération technique. À cet égard, l'Indonésie salue les efforts constants que déploie l'Agence pour fournir l'appui nécessaire aux États membres dans les domaines susmentionnés. Nous encourageons le Secrétariat de l'AIEA à continuer d'appliquer et d'adapter son programme de travail de manière équilibrée pour répondre aux besoins changeants des États membres et garantir la mobilisation de ressources suffisantes à cet effet afin que les bienfaits de la science et de la technologie nucléaires soient partagés par tous les États membres aux fins de leur développement socioéconomique.

L'Indonésie estime que le Programme de coopération technique de l'Agence joue un rôle

indispensable en tant que principal moyen de mise en œuvre du mandat de l'Agence en matière de promotion des utilisations pacifiques de la technologie nucléaire, en particulier dans les pays en développement. Compte tenu du rôle clef que joue le Programme de coopération technique, l'Indonésie souligne la nécessité d'affecter une partie conséquente des contributions au Fonds de coopération technique pour garantir que le programme soit doté de ressources suffisantes.

Depuis 2012, l'Indonésie contribue à l'Initiative sur les utilisations pacifiques de l'AIEA, qui appuie le programme de l'AIEA pour la coopération technique entre les pays en développement. Elle met actuellement au point une initiative régionale de renforcement des capacités pour la région de l'Asie et du Pacifique, en collaboration avec l'AIEA et dans le cadre de l'Initiative sur les utilisations pacifiques. L'Initiative vise à mettre en place une coopération technique structurelle durable et encourage les pays récepteurs, fournisseurs et donateurs à consulter l'AIEA et à planifier conjointement. Dans ce contexte, l'Indonésie maintiendra son appui à toutes les activités de l'Initiative, en particulier l'échange de connaissances sur la technologie nucléaire et ses applications dans le domaine agricole. Elle continuera également de déployer gratuitement des experts pour appuyer la coopération technique en matière de sécurité nucléaire et d'applications nucléaires.

L'Indonésie se félicite que le Directeur général, M. Yukiya Amano, ait décidé de renforcer la promotion des applications de la science et de la technologie nucléaires au bénéfice de l'humanité dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, de la santé, de l'industrie et de l'environnement. À cet égard, l'Indonésie salue les efforts incessants que déploie l'Agence pour renforcer ses capacités et améliorer les services qu'elle propose aux États membres, notamment l'initiative concernant la rénovation des laboratoires des applications nucléaires à Seibersdorf.

L'Indonésie réitère l'importance du rôle que joue l'Agence dans la promotion de la coopération internationale en matière d'utilisations pacifiques de l'énergie et de la technologie nucléaires, de sûreté et de sécurité nucléaires. Nous espérons sincèrement que la coopération entre l'Indonésie et l'Agence continuera de s'élargir et de se développer. Nous souhaitons par ailleurs que l'Agence renforce sa collaboration et son appui en ce qui concerne les applications de la science et de la technologie nucléaires dans la région.

Depuis qu'elle est devenue membre de l'Agence en 1957, l'Indonésie a toujours été profondément attachée au Programme de coopération technique de l'AIEA. Elle a largement bénéficié de la coopération de l'AIEA dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, de la santé, de l'eau, et pour d'autres utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, et elle est maintenant prête à proposer une coopération technique à d'autres pays en développement. Un centre de collaboration de l'AIEA a été créé à Jakarta en 2015 et est prêt à être utilisé à cette fin.

S'agissant de la sûreté nucléaire, l'Indonésie souhaite appeler l'attention sur le service d'examen du site et de la conception basée sur les événements externes de l'Agence et sur la visite effectuée par la mission du Service intégré d'examen de la réglementation en août 2015. Avec l'appui de l'Agence, l'Indonésie a mené une évaluation des systèmes d'énergie nucléaire en utilisant la méthodologie mise au point par le Projet international de l'Agence sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaire innovants et a présenté son premier rapport d'évaluation, qui porte sur un réacteur nucléaire de grande taille utilisé pour continuer à développer l'énergie nucléaire.

Dans le domaine de la sécurité, l'Indonésie a ratifié la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire en 2014, la Convention sur la protection physique des matières nucléaires en 1986 et l'Amendement de 2005 par un décret présidentiel adopté en 2009. L'Indonésie a également inauguré officiellement le Centre indonésien, qui est un

centre d'excellence en matière de sécurité nucléaire et de préparation aux situations d'urgence aux niveaux national et régional. En outre, l'Agence nationale de l'énergie nucléaire a lancé un programme pour la construction d'un petit réacteur non commercial et à usages multiples en vue de produire de l'électricité en toute sécurité, de renforcer les connaissances et les compétences en ce qui concerne la technologie nucléaire énergétique et non énergétique et de promouvoir l'acceptation publique de l'énergie nucléaire. Ce réacteur doit être réalisé d'ici à 2020. L'Indonésie remercie l'AIEA de son appui à ce programme.

S'agissant des garanties, l'Indonésie se félicite de l'adoption du Plan d'action global commun par l'Iran et les cinq plus un le 14 juillet à Vienne, et de l'adoption de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité. L'Indonésie estime que le succès de ces négociations a marqué une avancée décisive pour les deux parties sur la

voie d'une solution définitive à la question du nucléaire iranien. Nous appelons toutes les parties, notamment les cinq, à honorer les engagements pris dans le Plan en vue de trouver une solution durable et pacifique. D'autre part, l'Indonésie réaffirme son appui aux efforts que déploie l'Agence pour mettre en œuvre les dispositions du Plan en matière de vérification et de surveillance.

L'Indonésie continuera d'appuyer l'AIEA pour lui permettre de réaliser le mandat énoncé dans son statut. À la lumière des nombreux événements qui ont une influence sur l'architecture mondiale, ma délégation estime que l'Agence doit adapter ses pratiques actuelles décrites dans le statut pour améliorer l'efficacité de ses travaux et les rendre plus représentatifs et transparents. En tant que membre engagé de l'AIEA, l'Indonésie continue de contribuer de diverses manières à ses travaux, notamment en devenant un auditeur externe de l'AIEA pour la période 2016-2017. Le Comité d'audit indonésien, qui a une expérience variée en la matière, saisira cette occasion pour renforcer sa contribution aux travaux de l'Agence en fournissant des services d'audit de haute qualité pour promouvoir la responsabilité et la transparence du rôle de l'Agence, qui consiste à garantir des utilisations sûres et pacifiques de l'énergie nucléaire.

En témoignage de sa vive gratitude à l'égard du rôle indispensable que joue l'Agence pour encourager et faciliter le développement et l'utilisation pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques, en matière de transfert de technologie vers les pays en développement et dans les domaines de la sécurité, de la vérification et de la sûreté nucléaires, l'Indonésie est heureuse de se joindre à la liste des coauteurs du projet de résolution A/70/L.8 sur le rapport de l'AIEA. L'Indonésie est disposée à continuer d'aider l'Agence à mener ses travaux à bonne fin.

**M. Liu Jieyi** (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise remercie le Directeur général, M. Yukiya Amano, d'avoir présenté le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (voir A/70/219). Au cours de l'année écoulée, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) s'est acquittée efficacement de son mandat et s'est conformée à son statut. Elle a déployé des efforts considérables en de nombreuses occasions et fait d'importants progrès en matière d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, de non-prolifération nucléaire et de sûreté et sécurité nucléaires. À cet égard, la Chine tient à exprimer sa gratitude à l'Agence.

La communauté internationale adopte peu à peu une attitude plus rationnelle vis-à-vis de l'énergie nucléaire. Le développement de l'énergie nucléaire affiche une tendance généralement positive et les technologies nucléaires sont de plus en plus largement utilisées. Parallèlement, la gouvernance nucléaire mondiale s'étend de plus en plus, l'universalité des garanties nucléaires progresse à un rythme continu, et la sûreté et la sécurité nucléaires se renforcent à l'échelle mondiale. En revanche, la situation en matière de non-prolifération nucléaire demeure préoccupante et les risques de terrorisme nucléaire ne peuvent être ignorés. C'est pourquoi la Chine espère que l'AIEA se concentrera sur les aspects suivants dans le cadre de ses activités futures.

Premièrement, la Chine encourage l'Agence à promouvoir activement la coopération technique dans des domaines comme les applications pacifiques de l'énergie et de la technologie nucléaires et à continuer d'aider les pays en développement à profiter des bienfaits du développement nucléaire. La Chine attend avec intérêt la création prochaine par l'AIEA d'un laboratoire moderne des applications nucléaires et entend verser une contribution supplémentaire d'un montant de 2 millions d'euros au programme relatif aux laboratoires des applications nucléaires.

Deuxièmement, l'Agence doit mettre en place un système de garanties plus efficace et plus impartial. Bien qu'elle doive se faire dans un souci d'efficacité et d'efficience, la mise en œuvre des garanties doit avant tout être objective et impartiale. La Chine se félicite des progrès réalisés par l'AIEA pour renforcer l'universalité du régime des garanties et salue les efforts déployés par son secrétariat pour clarifier le concept de contrôle au niveau de l'État. Nous espérons que le secrétariat de l'AIEA respectera scrupuleusement son engagement à maintenir le dialogue et la communication avec les États membres à ce sujet en répondant à toutes leurs préoccupations, dans le but de garantir l'impartialité et l'efficacité du régime de garanties.

Troisièmement, la Chine accueille favorablement les efforts de l'AIEA pour accroître la sûreté et la sécurité nucléaires à l'échelle mondiale, notamment grâce à l'amélioration du régime juridique international, à la publication de lignes directrices et à la promotion de la communication et de la coopération dans ce domaine. Nous espérons qu'elle continuera de jouer un rôle central et précis dans le processus international pertinent appelé à remplacer les sommets sur la sécurité

nucléaire. Nous espérons vivement que la Conférence internationale sur la sécurité nucléaire, qui se tiendra l'année prochaine sous les auspices de l'AIEA, donnera des résultats positifs.

Quatrièmement, il convient d'aborder les questions nucléaires sensibles de manière objective et équitable. La Chine apprécie à sa juste valeur le rôle positif qu'a joué l'Agence dans l'élaboration du Plan d'action global commun sur le dossier nucléaire iranien. Nous soutenons les efforts de l'AIEA concernant la mise en œuvre des garanties et des mesures pertinentes de surveillance et de vérification en Iran, conformément à la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité et au Plan d'action. La Chine espère que l'Agence se conformera strictement à son mandat, continuera de maintenir une position objective et juste, et jouera un rôle constructif dans la promotion du règlement pacifique d'autres questions nucléaires régionales grâce au dialogue et à la concertation.

Cette année marque le sixième anniversaire de la naissance de l'industrie nucléaire chinoise. Grâce aux efforts tenaces qu'elle a consentis au cours des six dernières décennies, la Chine a enregistré des progrès importants dans le développement de ses activités nucléaires. Ses capacités en matière de sûreté et de sécurité nucléaires et d'intervention en cas d'urgence ont été consolidées. La Chine continuera de travailler en étroite coopération avec l'Agence dans tous les domaines couverts par son mandat et de contribuer à la réalisation de l'objectif visant à -

une utilisation pacifique, sûre et efficace de l'énergie nucléaire au bénéfice de l'humanité tout entière.

**M. Alhakim** (Iraq) (*parle en arabe*) : En premier lieu, nous tenons à adresser nos condoléances à la France, à la Russie, à l'Égypte et au Liban. L'Iraq fait lui aussi partie des pays visés par des attentats terroristes, qui lui ont coûté de nombreuses pertes en vies humaines.

Ma délégation accueille avec satisfaction le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (voir A/70/219), qui présente les activités et les réalisations de l'Agence au cours de l'année 2014 dans ses trois principaux domaines d'activité, à savoir la technologie nucléaire, la sûreté et la sécurité nucléaires et la vérification nucléaire. Le rapport signale qu'il y a 438 réacteurs nucléaires en service dans 30 pays et 67 nouveaux réacteurs en construction. Cela témoigne d'un intérêt croissant à

exercer le droit inaliénable, consacré par l'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de posséder la technologie nucléaire et de l'utiliser à des fins pacifiques. Ce droit a également été souligné dans le Document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, y compris la nécessité de respecter les décisions et les politiques adoptées par les États non dotés de l'arme nucléaire dans le but d'acquérir l'énergie et la technologie nucléaires à des fins pacifiques et de développement, et de garantir l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire sans aucune restriction, notamment grâce à la coopération internationale.

Les activités de coopération technique de l'Agence constituent une priorité pour mon pays et pour d'autres pays en développement qui souhaitent utiliser la technologie nucléaire dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'alimentation, des ressources hydriques, des radio-isotopes et des rayonnements. Mon pays est très attaché au renforcement des capacités dans les domaines de la sûreté et de la sécurité nucléaires et à la protection physique des installations et matières nucléaires durant les phases d'utilisation, de stockage et de transport – à l'intérieur d'un pays ou à travers les frontières – afin d'éviter tout incident radiologique ou nucléaire et toute possibilité de trafic. Nous tenons à préserver la vie des populations, leurs biens et leur environnement. C'est pourquoi nous avons présenté un projet de plan d'action intégré sur la sécurité nucléaire au Département de la sûreté et de la sécurité nucléaires de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), avec lequel nous avons discuté de nos besoins les plus vitaux.

Le Programme de coopération technique pour la promotion et le transfert de la technologie nucléaire aux fins du développement socioéconomique durable dans les pays en développement reste l'une des principales fonctions de l'Agence en vertu de son statut. Ce programme relève de la responsabilité conjointe de l'Agence et de ses États membres. La conjugaison de leurs efforts est déterminante pour le succès du Programme, qui a pour but de répondre aux demandes et aux besoins des États et doit, à ce titre, disposer des ressources nécessaires à ses activités de promotion. Il faut donc veiller à ce que les contributions versées au Fonds de coopération technique soient suffisantes et prévisibles, et s'établissent à un niveau comparable à celui des autres activités statutaires de l'Agence. Il est tout à fait normal que les pays se préoccupent davantage du niveau de financement du Fonds et s'efforcent de trouver le moyen



de le rendre prévisible. Toutefois ils doivent faire preuve de prudence et de sagesse à l'égard de la mise en œuvre d'un régime qui pourrait conduire à imposer un fardeau ou des obligations supplémentaires aux États, surtout ceux qui sont confrontés à des situations particulières échappant à leur volonté ou qui ont des difficultés à assurer la sûreté des applications nucléaires utilisant des sources radioactives dans les domaines de la santé, de l'industrie, de la recherche et de la protection de l'homme et de l'environnement. Nous pensons qu'il faut approfondir la discussion sur la question du manque de financement du Fonds de coopération technique et s'employer à régler ce problème de façon satisfaisante. Nous pensons aussi que les pays membres et l'Agence doivent œuvrer de concert pour prendre des mesures permettant d'améliorer la situation actuelle.

Les progrès accomplis dans la lutte contre la menace des armes nucléaires et en matière de renforcement de l'efficacité des garanties resteront incomplets tant qu'il n'y aura pas d'avancée concrète sur la question du désarmement nucléaire, en application du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), ou s'agissant d'encourager tous les États à adhérer au Traité, aux fins de la réalisation de ses nobles objectifs et de l'instauration de la paix et de la sécurité internationales.

À cet égard, l'action menée au niveau international et régional pour faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires ne peut toujours pas aboutir en raison du rejet par Israël de tout effort allant dans ce sens, et ce malgré les multiples résolutions adoptées par l'Assemblée générale depuis 1974 demandant de créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la région, et celles adoptées par les conférences des parties chargées de l'examen du TNP. L'échec de la Conférence d'examen de 2015 à parvenir à un accord sur un projet de document final constitue un revers pour les efforts internationaux visant à faire de la région du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive. Cela nous a également empêché d'examiner les progrès réalisés au cours des cinq dernières années dans la mise en œuvre des engagements qui ont été pris. C'est pourquoi mon pays insiste sur la nécessité de respecter la résolution sur le Moyen-Orient adoptée à la Conférence d'examen de 1995 qui a abouti à la prorogation indéfinie du TNP. Cette résolution doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que ses buts et objectifs soient atteints.

Mon gouvernement est convaincu que l'élimination des armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient est l'élément clef pour instaurer la paix et la sécurité dans cette région, avec tout ce que cela aura comme effet sur le développement des peuples qui la composent et la prospérité des générations à venir. Dans ce contexte, la délégation iraquienne insiste sur la nécessité de poursuivre les efforts pour établir cette zone et d'œuvrer sérieusement à mettre cette région sensible à l'abri des tensions qui menacent grandement la planète.

**M. Mahmoud (Égypte) (*parle en anglais*) :** Je voudrais tout d'abord remercier sincèrement le Brésil pour la présentation du projet de résolution A/70/L.8 et M. Yukiya Amano de son exposé complet sur le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour 2014 (voir A/70/219).

Il est indubitable que le système des garanties généralisées de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) constitue le seul mécanisme de vérification du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). L'Égypte estime que tous les efforts faits au plan international pour mettre en œuvre les obligations de non-prolifération et ceux visant à respecter les engagements pris en matière de désarmement nucléaire doivent être menés dans le cadre du mécanisme de vérification de l'AIEA, étant donné que c'est la seule agence internationale ayant pour mandat de s'acquitter de cette tâche.

Tout en reconnaissant que l'AIEA joue un rôle efficace s'agissant d'empêcher que des activités ou des matières nucléaires soient détournées à des fins militaires, nous estimons toutefois que ce rôle a jusqu'à présent eu un effet limité pour ce qui est de prévenir la prolifération verticale ou de vérifier le désarmement nucléaire des États dotés d'armes nucléaires. En outre, les États non dotés d'armes nucléaires sont de plus en plus désireux d'exercer leur droit inaliénable de tirer parti des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, conformément à l'article IV du TNP. L'Égypte souligne à cet égard que les pays développés ont tout particulièrement l'obligation de promouvoir l'accès légitime des pays en développement à l'énergie nucléaire et de respecter pleinement ce droit afin que ces pays puissent tirer le meilleur parti de leurs programmes nucléaires et des applications connexes et parvenir ainsi à un développement global et durable. C'est pourquoi nous insistons en permanence sur la nécessité de promouvoir la coopération internationale en matière

d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire aux fins de la réalisation du droit inaliénable de toutes les parties au TNP de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, qui constitue l'un des trois piliers fondamentaux du TNP.

Au niveau national, l'Égypte s'est lancée dans la construction de sa première centrale nucléaire pour produire de l'électricité afin de répondre à ses besoins de développement croissants. Nous voulons coordonner les choses avec l'AIEA de manière à garantir que nous respectons les normes de sûreté et de sécurité établies par l'AIEA, dans tous leurs aspects, ainsi que son système des garanties généralisées.

L'Égypte prend note avec préoccupation d'un certain nombre d'arrangements discriminatoires visant à imposer des restrictions supplémentaires à certains et pas à d'autres, de façon clairement politisée et qui n'aide pas à la réalisation des objectifs du TNP, en particulier son universalité. De plus, ces restrictions constituent une ingérence dans les affaires intérieures des États en ce qu'elles tentent d'influer sur la définition de leurs besoins en matière d'énergie nucléaire ou de limiter leur droit à l'autosuffisance en matière d'offre d'énergie nucléaire, comme c'est le cas du protocole additionnel ou de la banque internationale de combustible nucléaire. L'Égypte appelle à l'universalisation du système de garanties généralisées de l'AIEA en tant qu'unique instrument juridique dans le domaine technique, étant entendu que toute obligation supplémentaire doit être volontaire et donc contraignante uniquement pour les États qui ont décidé d'y accéder.

Sur la question de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, l'Égypte souligne qu'elle est déterminée à mobiliser l'appui et l'approbation les plus larges possibles en faveur des deux projets de résolution annuels qu'elle présente à Vienne conformément à la résolution sur le Moyen-Orient adoptée à la Conférence d'examen du TNP de 1995, et qui s'intitulent respectivement « Application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient et « Capacité nucléaire israélienne ».

**M<sup>me</sup> Richards** (Jamaïque) (*parle en anglais*) : La délégation jamaïcaine se félicite du rapport annuel de 2014 de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et remercie le Directeur général Amano de son exposé sur l'activité de l'Agence.

La Jamaïque attache une grande importance au travail essentiel effectué par l'AIEA pour promouvoir les utilisations pacifiques de la technologie nucléaire, améliorer la sûreté et la sécurité nucléaires et appliquer un régime de garanties aux fins de vérification. Par conséquent, nous notons avec satisfaction que les priorités définies par le Directeur général correspondent étroitement aux priorités de la Jamaïque. Nous encourageons tous les États Membres qui en ont les moyens à continuer de contribuer au Fonds de coopération technique, pour que l'AIEA dispose de ressources suffisantes afin de répondre aux demandes croissantes d'assistance, en particulier à la lumière de l'augmentation du nombre de ses membres.

La Jamaïque a participé à la cinquante-neuvième session de la Conférence générale de l'AIEA, tenue en septembre, qui a adopté des résolutions et des décisions clefs dans des domaines prioritaires, notamment la résolution sur le renforcement des activités de coopération technique de l'Agence et les résolutions approuvant les demandes d'admission de nouveaux membres. À cet égard, nous souhaitons la bienvenue aux nouveaux membres de l'Agence, le Turkménistan ainsi que la Barbade et Antigua-et-Barbuda, deux pays issus de la Communauté des Caraïbes. Nous jugeons encourageant l'intérêt croissant que notre région porte aux activités de l'AIEA, qui confirme l'importance du travail réalisé par l'Agence pour appuyer l'application des utilisations sûres et pacifiques de l'énergie nucléaire en tant qu'outil de développement pour les pays en développement et les petits États insulaires en développement en particulier.

L'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution/70/1), qui a été récemment adopté, met en relief les contributions inestimables de l'AIEA au développement durable, ce qui est illustré par le fait qu'au moins trois objectifs de ce programme – l'Objectif 3, sur la santé; l'Objectif 6, sur des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable; et l'Objectif 7, sur l'accès à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable – sont directement pertinents pour le mandat de l'Agence. La Jamaïque, qui a grandement bénéficié des activités de coopération technique de l'Agence, accorde beaucoup d'intérêt aux programmes de l'AIEA et accueille favorablement l'accent placé par l'Agence sur la création de synergies entre les priorités nationales de développement et l'assistance fournie par l'Agence dans le cadre plus large des activités d'aide au développement menées par les Nations Unies.

Nous savons gré de la mission de préparation et de conduite d'interventions en cas d'urgence menée en Jamaïque en juillet, qui a évalué notre état de préparation en cas d'urgence liée au fonctionnement de notre réacteur de recherche Slowpoke II. Nous nous félicitons du rapport de l'équipe de mission et prenons note des recommandations et des suggestions pour la poursuite de nos travaux. Dans le domaine de la recherche et de la technologie, en partenariat avec l'AIEA, le Canada et les États-Unis, nous avons lancé un projet de conversion du combustible utilisé dans notre réacteur nucléaire de recherche d'uranium hautement enrichi en uranium faiblement enrichi, ce qui va permettre de réduire les risques de prolifération tout en doublant la capacité d'utilisation du réacteur.

Nous remercions l'AIEA et les Gouvernements canadien et américain de l'assistance qu'ils fournissent à la Jamaïque, en particulier dans le cadre de l'Initiative sur les utilisations pacifiques. Cette capacité supplémentaire nous permettra d'étendre nos travaux de recherche liés à la sécurité sanitaire des aliments, à la sécurité alimentaire et à la qualité de l'air. En outre, grâce à cette capacité supplémentaire dont dispose désormais le seul réacteur de recherche des Caraïbes, nous serons en mesure de répondre aux besoins d'autres pays des Caraïbes en matière de recherche. À cet égard, il convient de souligner le rôle primordial de l'Accord régional de coopération pour la promotion des sciences et techniques nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes. Pour la Jamaïque, cet accord est un mécanisme important de coopération technique dans la région et au niveau national nous sommes en train de mettre la dernière main aux arrangements nécessaires pour adhérer à la première prorogation de l'Accord.

Le secteur de la santé humaine est un domaine prioritaire de développement qui a bénéficié de la coopération technique. Nous estimons que l'utilisation de la médecine nucléaire est de la plus haute importance. En outre, la Jamaïque considère qu'une main-d'œuvre productive et en bonne santé est essentielle à son développement. Nous nous félicitons de la contribution apportée par l'AIEA à la réalisation de cet objectif de développement grâce à la mise en œuvre du Programme d'action en faveur de la cancérothérapie et du programme en cours visant à rétablir les services publics de médecine nucléaire en Jamaïque.

La Jamaïque a le plaisir d'annoncer qu'en juillet de cette année, le Parlement a adopté une loi sur la sûreté nucléaire et radiologique, qui fournit un cadre

juridique pour la réglementation des activités, pratiques et installations impliquant les rayonnements et la technologie nucléaire. Cette nouvelle loi vise à protéger la santé humaine et l'environnement, tout en tirant parti des avantages de la technologie nucléaire. En outre, nous continuons à coopérer avec l'AIEA s'agissant des questions relatives à la sécurité du transport des matières radioactives, compte tenu de l'importance fondamentale de ces matières dans le secteur de la santé et dans l'industrie en général. Plus récemment, l'AIEA a coopéré avec le programme de la CARICOM pour la mise en œuvre de la résolution du Conseil de sécurité 1540 (2004) en lançant une initiative spéciale au profit des États membres de la CARICOM axée sur la sécurité du transport des matières nucléaires. Cette initiative, qui a débuté en juin 2014, vise principalement à remédier à l'absence de mécanismes de réglementation dans les États membres de la CARICOM, afin de garantir le transport sûr des matières nucléaires et radiologiques couramment utilisées dans plusieurs domaines liés au développement, en particulier dans le secteur de la santé.

Tandis que l'Agence cherche à intensifier et à accroître la contribution de l'énergie nucléaire à la paix, à la santé et à la prospérité, la Jamaïque renouvelle son attachement à l'objectif de l'utilisation sûre et efficace de cette technologie pour le bien commun. À cette fin, nous assurons l'Agence de notre entière coopération et de notre plein appui dans le cadre des travaux qu'elle mène, en collaboration avec d'autres membres et partenaires, pour s'acquitter de son mandat.

**M. Alokly** (Libye) (*parle en arabe*) : Après avoir examiné le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (voir A/70/219), ma délégation tient à exprimer sa gratitude au secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en particulier le Département de la coopération technique, qui nous a apporté un appui considérable, notamment dans les domaines de la santé, de la gestion des ressources en eau et de l'éducation, qui font partie de nos priorités au niveau national. Ma délégation réaffirme le droit des pays en développement de tirer parti des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, d'avoir accès aux matières nucléaires et de bénéficier du transfert des connaissances scientifiques et techniques pertinentes.

La position de la Libye est très claire quant à la nécessité de prendre des mesures concrètes pour appuyer l'AIEA et préserver sa crédibilité. Nous allons mettre en

œuvre de manière équilibrée les trois piliers de l'AIEA, à savoir la non-prolifération, la coopération technique et la vérification. La Libye s'engage également à respecter le système de garanties généralisées et le protocole additionnel à l'accord de garanties généralisées. Nous encourageons tous les pays à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Nous réaffirmons en outre que nous respecterons tous les engagements, instruments et accords internationaux auxquels nous avons adhéré antérieurement.

La Libye salue les mesures prises par l'AIEA pour promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la sécurité nucléaire et radiologique, une question à laquelle nous attachons beaucoup d'importance. Nous avons adhéré à la Convention sur la sûreté nucléaire et à la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire, en plus de notre participation aux activités menées dans ce domaine. Nous avons créé un bureau chargé de la sûreté nucléaire et de la surveillance radiologique qui deviendra à terme une institution indépendante de surveillance, chargée de mener ses activités en toute indépendance et conformément à la législation nationale et aux critères établis par l'AIEA. Nous saluons par ailleurs le rôle que joue l'AIEA dans la lutte contre la menace du terrorisme nucléaire.

Cela fait 20 ans que le Document final de la Conférence d'examen du TNP de 1995 a été adopté et que la décision a été prise de créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Cette décision a été confirmée dans le Document final de la Conférence d'examen du TNP de 2010, qui stipulait que le Traité resterait valide jusqu'à ce que ses objectifs soient atteints. C'est pourquoi nous avons été à la fois consternés et déçus de l'échec de la Conférence d'examen du TNP de 2015. Dans ce contexte, nous demandons au Secrétaire général et aux trois pays parrains de n'épargner aucun effort pour débarrasser le Moyen-Orient de ses armes nucléaires et pour remédier à l'échec de la Conférence de 2015.

Notre délégation appelle tous les États dotés d'armes nucléaires à engager le processus de désarmement et à mettre fin à tous les programmes de mise au point de ces armes, conformément à l'article VI du TNP, comme cela a été réaffirmé lors des Conférences de 2000 et 2010. À ces conférences, il a été souligné que les États dotés d'armes nucléaires, qui sont parties au TNP, ont l'obligation de renoncer aux armes nucléaires, étant donné que ces armes constituent une

grave menace pour le monde. Ces pays doivent prendre leurs responsabilités à cet égard. Dans le cas contraire, l'objectif de créer des zones exemptes d'armes nucléaires n'aurait guère de sens.

**M. Al Musharakh** (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, les Émirats arabes unis reconnaissent l'importance de la solidarité dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Les Émirats arabes unis se félicitent du rapport (voir A/70/219) de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et saluent le rôle central et essentiel que joue l'AIEA en ce qui concerne l'utilisation pacifique de la technologie nucléaire, qui sert à la fois à la promotion des programmes nationaux d'énergie nucléaire et d'autres applications non énergétiques. Nous sommes d'avis que l'Agence joue un rôle fondamental en apportant son concours à l'échange de connaissances scientifiques et de compétences nucléaires entre ses États membres. Les Émirats arabes unis réaffirment leur volonté de travailler en étroite collaboration avec l'AIEA dont ils respectent les normes, comme cela est souligné dans les principes de la politique nucléaire du Gouvernement.

Les Émirats arabes unis sont au nombre des États membres de l'AIEA qui sont en train de mettre au point un programme nucléaire civil, le premier réacteur devant être mis en service en 2017. Depuis le lancement de leur programme nucléaire national, les Émirats arabes unis ont réalisé des progrès considérables dans la mise au point de ses détails et de l'infrastructure connexe. Quatre réacteurs nucléaires sont en cours de construction à la centrale nucléaire de Barakah, un peu plus de 75 % de la première unité étant achevée. Dans le cadre de ces avancées, les Émirats arabes unis voient en l'Agence un partenaire précieux, dont ils reçoivent des conseils et l'appui nécessaire. En retour, ils contribuent à ses réalisations.

Les Émirats arabes unis continuent d'accorder la plus grande importance à la sûreté nucléaire et appuient les efforts déployés par la communauté internationale pour l'assurer et la renforcer. Les travaux de l'AIEA sont particulièrement importants pour la réalisation de cet objectif. Mon pays se félicite des efforts faits par l'Agence pour établir le rapport sur l'accident de Fukushima Daiichi et estime qu'il sera très utile pour la mise en place d'autres programmes de l'Agence,



notamment les évaluations par les pairs et les activités d'élaboration de normes.

En ce qui concerne les mesures visant à renforcer l'infrastructure de sûreté nucléaire du pays, les Émirats arabes unis continuent de bénéficier des services d'évaluation de l'Agence. À ce jour, ils ont accueilli un grand nombre de missions d'examen chargées d'étudier différents domaines de l'infrastructure nucléaire, de la sécurité nucléaire, de la planification des interventions d'urgence et du cadre de sûreté nucléaire. À cette fin, les efforts déployés par l'AIEA à l'appui d'un développement mondial responsable de l'énergie nucléaire sont extrêmement importants. Il s'agit notamment d'organiser des conférences de haut niveau sur l'énergie nucléaire, ce qui constitue un aspect important des travaux de l'Agence. Les Émirats arabes unis attendent avec intérêt d'accueillir la prochaine Conférence internationale sur l'énergie nucléaire en 2017, à Abou Dhabi. À cette occasion, ils mettront à disposition leur longue et fructueuse expérience de l'organisation de grandes manifestations internationales.

Mon pays félicite le Directeur général des efforts qu'il déploie pour renforcer les activités du Programme de coopération technique de l'Agence. Nous continuons d'appuyer la démarche adoptée par l'Agence pour adapter les projets de coopération technique aux besoins des États membres, ce qui permet de garantir leur participation active aux programmes en question. Les Émirats arabes unis estiment que l'AIEA joue un rôle central dans la promotion de la sécurité nucléaire en encourageant la coopération et la mise en commun des pratiques optimales. L'AIEA est bien placée pour coordonner les efforts de la communauté internationale, car la sécurité nucléaire n'est pas isolée des autres questions nucléaires qui relèvent de ses compétences. Mon pays a souscrit à tous les instruments juridiques internationaux dont l'objectif est de renforcer la sécurité nucléaire aux niveaux national, régional et international et continue de les appliquer.

Ayant approuvé l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, les Émirats arabes unis se félicitent du nombre de pays qui l'ont, eux aussi, approuvé et espèrent qu'il entrera rapidement en vigueur. Par ailleurs, mon pays reconnaît l'importance du rôle joué par le système de l'AIEA en tant que mécanisme de vérification. À ce titre, il est favorable à la poursuite de son développement afin qu'il puisse faire face aux défis qui se posent, atteindre les objectifs fixés et donner des assurances crédibles.

Pour terminer, les Émirats arabes unis espèrent vivement poursuivre leur coopération avec l'AIEA et la communauté internationale afin de garantir une utilisation responsable, sûre et transparente de l'énergie nucléaire. Ma délégation exprime sa gratitude au Directeur général et au Secrétariat de l'AIEA pour tout le travail accompli par l'Agence et les formidables résultats qu'elle a obtenus, comme il ressort du rapport annuel de 2014.

**M. Sergeyev (Ukraine) (*parle en anglais*) :** Étant donné qu'il s'agit de ma première déclaration depuis les événements terribles qui se sont produits à Paris, je voudrais faire part de la position de ma délégation.

*(l'orateur poursuit en français)*

Ma délégation est profondément choquée par les attaques terroristes à Paris. Nous exprimons nos profondes et sincères condoléances au peuple français. C'est notre tragédie commune. Ce crime terrible doit être puni par tous les moyens.

*(l'orateur reprend en anglais)*

L'Ukraine appuie les activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en vue de promouvoir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Nous voyons également d'un œil favorable les activités de l'Agence dans tous les principaux domaines statutaires – la sûreté et la sécurité nucléaires, les sciences, la technologie et les applications nucléaires, ainsi que les garanties et la vérification nucléaire. L'Agence apporte une contribution significative à la réalisation des objectifs de développement mondiaux. Nous prenons acte du rôle central de l'Agence dans le renforcement du cadre mondial de sûreté nucléaire. Les accidents survenus dans les centrales nucléaires de Tchernobyl et de Fukushima Daiichi ont déclenché une révision des normes de sécurité internationales visant à assurer le plus haut degré de sûreté radiologique et de sécurité en matière de gestion des déchets nucléaires dans le monde. Nous sommes convaincus que l'utilisation et l'amélioration de l'énergie nucléaire doivent se faire en stricte conformité avec les normes et règles de sécurité. L'Ukraine, qui dispose de 15 centrales nucléaires en activité, ce qui représente l'un des plus grands parcs nucléaires d'Europe, souscrit pleinement à cette approche.

Nous renouvelons notre ferme appui au Programme de coopération technique de l'Agence. L'Ukraine apprécie le rôle que joue le Programme dans le développement responsable des applications pacifiques

de la technologie nucléaire dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'agriculture humaines, de la gestion des ressources en eau et du renforcement de la sûreté nucléaire et radiologique. Il s'agit d'un outil puissant pour le partage des connaissances dans le domaine nucléaire et le renforcement des capacités des États membres. Les projets de coopération technique régionaux et nationaux de l'AIEA ont grandement contribué à la sûreté nucléaire et à l'amélioration de l'efficacité globale des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire en Ukraine.

En 2014 et 2015, l'Ukraine a mis en œuvre un certain nombre de projets de l'AIEA dans des domaines tels que l'appui à la gestion des déchets radioactifs et au déclassé de centrales nucléaires; le développement d'infrastructures de décontamination, de réhabilitation et de reconstruction des mines d'uranium existantes et des anciens sites de production d'uranium; la définition d'objectifs de sûreté et de stratégies réglementaires pour les centrales nucléaires de construction récente comme pour celles qui fonctionnent depuis longtemps; et le renforcement d'un laboratoire secondaire d'étalonnage pour la dosimétrie en radiothérapie. Nous continuons d'appuyer des projets régionaux actuellement mis en œuvre en Europe en vue de favoriser le retour à des conditions environnementales radiologiques normales dans les zones touchées par l'accident de Tchernobyl et de soutenir le déclassé et le traitement des déchets des centrales nucléaires de Tchernobyl, d'Ignalina et de la centrale A-1. L'Ukraine reste prête à coopérer activement avec l'Agence au cours du prochain cycle du programme de coopération technique en 2016-2017.

L'Ukraine apprécie hautement le travail effectué par l'Agence dans le cadre de l'élaboration de la partie du rapport consacrée à l'accident de Fukushima Daiichi (voir A/70/219), qui présente une analyse factuelle, équilibrée et faisant autorité des causes et des conséquences de l'accident ainsi que des enseignements tirés. L'Ukraine salue le rôle de premier plan que joue l'Agence dans le domaine de la non-prolifération nucléaire. Les garanties de l'Agence constituent un ensemble de mesures techniques qui permettent à l'AIEA de vérifier de façon indépendante l'engagement juridique d'un État d'utiliser les matières et installations nucléaires uniquement à des fins pacifiques. À cet égard, nous continuons à appeler tous les États à adopter l'accord de garanties généralisées de l'AIEA et son protocole additionnel. Nous réaffirmons notre appui aux activités de l'Agence visant à renforcer l'efficacité et à améliorer le système de garanties et nous nous félicitons

de ce que l'Agence s'efforce d'empêcher que l'énergie nucléaire destinée à des fins pacifiques soit utilisée à des fins militaires.

L'Ukraine ne reconnaît pas la République de Crimée illégalement proclamée, pas plus que son annexion illégale par la Fédération de Russie, en tant que composante de cette dernière. En adoptant, le 27 mars 2014, la résolution 68/262 sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine, l'Assemblée générale a confirmé son attachement à la souveraineté, à l'indépendance politique, à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières internationalement reconnues. L'Assemblée a également appelé tous les États, organisations internationales et institutions spécialisées à ne pas reconnaître, directement ou indirectement, toute modification du statut de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol. L'Ukraine conserve sa juridiction sur toutes les installations et matières nucléaires, y compris le réacteur de recherche DR-100 et les autres installations nucléaires de l'Université nationale de l'énergie et de l'industrie nucléaires de Sébastopol, qui sont propriété ukrainienne et sont actuellement sises sur le territoire temporairement occupé.

Les dispositions de l'Accord conclu en 1995 entre l'Ukraine et l'AIEA pour l'application des garanties en rapport avec le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et du Protocole additionnel de 2000 restent pleinement en vigueur et s'appliquent à toutes les installations et matières nucléaires en Ukraine, y compris celles qui sont sises sur le territoire temporairement occupé de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol. À cet égard, l'Ukraine appuie la position du Bureau des affaires juridiques de l'ONU, qui a fourni des directives aux conseillers juridiques au sein du système des Nations Unies sur la manière de se conformer à la résolution 68/262, dans lesquelles il indique, entre autres, que les traités auxquels l'Ukraine est partie restent applicables sur tout le territoire ukrainien, y compris la Crimée.

L'Ukraine se félicite de la position de principe de l'Agence, tendant à continuer d'appliquer les garanties en Ukraine en application de l'accord de garanties généralisées signé par l'Ukraine et de son Protocole additionnel. Par conséquent, toutes les installations et matières nucléaires en Crimée continuent d'être couvertes par l'Accord entre l'Ukraine et l'Agence, comme l'ont indiqué le Directeur du Bureau des affaires juridiques du secrétariat de l'AIEA le 10 juin 2015 et la note verbale

du secrétariat de l'AIEA datée du 22 septembre 2014. L'Ukraine se félicite de la conclusion du secrétariat, contenue dans son rapport de 2014 sur l'application des garanties, à savoir qu'elle n'a trouvé aucun élément indiquant un éventuel détournement de matières nucléaires destinées à des activités nucléaires pacifiques ou indiquant l'existence en Ukraine de matières ou activités nucléaires non déclarées. En confirmant ainsi largement les conclusions relatives à l'Ukraine, le secrétariat de l'AIEA a souligné une fois de plus que les garanties de l'AIEA s'appliquent à toutes les matières nucléaires présentes sur tout le territoire ukrainien, y compris la République autonome de Crimée et la ville de Sébastopol, conformément à l'Accord de garanties généralisées de l'Ukraine et à son Protocole additionnel.

L'AIEA n'a procédé à aucune activité de vérification sur site en 2014 au réacteur de recherche DR-100 et à centre d'assemblage sous-critique d'uranium dans l'eau, situés à l'Université nationale ukrainienne de l'énergie et de l'industrie nucléaires de Sébastopol à cause de l'agression étrangère de l'État riverain, qui a débouché sur l'occupation et l'annexion illégales par la Fédération

de Russie d'une partie intégrante du territoire de l'Ukraine. Nous en appelons à la Fédération de Russie pour qu'elle respecte les principes du droit international et annule son annexion de la République autonome de Crimée. Cela permettra à l'AIEA d'accéder comme il convient aux installations et aux matières nucléaires de l'Ukraine au titre de l'Accord de garanties généralisées de l'Ukraine.

L'Ukraine appuie pleinement le projet de résolution A/70/L.8 sur le rapport de l'AIEA, initialement élaboré par le secrétariat de l'Agence. Il a été élaboré de façon factuelle et impartiale, sur la base du statut de l'AIEA et de l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence.

En conclusion, je voudrais me joindre à tous ceux qui ont exprimé leur appui au rapport annuel de 2014 et féliciter sincèrement le Directeur général de l'AIEA, M. Yukiya Amano, et le secrétariat de l'Agence des efforts qu'ils déploient pour encourager et appuyer le développement de l'énergie nucléaire et son application concrète à des fins pacifiques.

*La séance est levée à 13 h 5.*